

# COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE



COMMUNE DE MACOUBA



---

---

## PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE

---

---



2020

## Sommaire

Tableaux des services de soins et de secours .....	2
Textes de référence en matière de PCS.....	3
Arrêté municipal approuvant le PCS .....	4
Sigles et abréviations .....	5
Cartographie(s) de la commune / Présentation de la commune .....	6
Documents récapitulatifs du BRGM .....	
 <u>PARTIE I : LES RISQUES DE LA COMMUNE</u> .....	27
 I.1. Risque inondation.....	28
I.2. Risque séisme. ....	29
I.3. Risque technologie industrielle .....	30
I.4. Risque mouvement de terrain.....	31
I.5. Risque sanitaire .....	32
I.6. Risques liés au regroupement de personnes .....	34
I.7. Autres risque.....	35
I.8. Risques tempêtes et cycloniques/ .....	35
 <u>PARTIE II : DISPOSITIF OPERATIONNEL</u> .....	37
II.1. Le Poste de Commandement Communal (PCC) .....	37
II.1.1. Organigramme du PCC.....	37
II.1.2. Schéma d’alerte des membres du PCC.....	39
II.1.3. Montage opérationnel de la salle du PCC.....	40
II.2. Rôle des membres du PCC : quatre fiches action .....	41
FICHE ACTION n° 1 : DOS .....	41
FICHE ACTION n° 2 : Cellule Secrétariat - Communication .....	42
FICHE ACTION n° 3 : Cellule Terrain.....	43
FICHE ACTION n° 4 : Cellule Logistique .....	44
II.3. L’alerte des populations .....	46
 II.4. <u>ANNEXES OPERATIONNELLES</u> .....	49
• ANNEXE n° 1 : Points de rassemblement de la population.....	49
• ANNEXE n° 2 : Annuaires .....	49
• ANNEXE n° 3 : Etablissements scolaires, crèches et haltes-garderies .....	52
• ANNEXE n° 4 : Accueil et hébergement.....	52
• ANNEXE n° 5 : Restauration.....	52
• ANNEXE n° 6 : Transports collectifs .....	52
• ANNEXE n° 7 : Services et employés municipaux .....	52
• ANNEXE n° 8 : Moyens matériels publics communaux .....	53
• ANNEXE n° 9 : Moyens matériels privés.....	53
• ANNEXE n° 10 : Moyens matériels des associations se trouvant sur le territoire communal	53
• ANNEXE n° 11 : Réserve Communale de Sécurité Civile.....	54
• ANNEXE n° 12 : La Réserve Communale de Sécurité Civile.....	54
• ANNEXE n° 13 : Procédure de « vigilance météo » .....	56
• ANNEXE n° 14 : Préparation d’un exercice communal .....	58
Règlement intérieur de la réserve communal de sécurité civile.....	59

## SERVICES DE SOINS ET DE SECOURS

NOM / SERVICE / ENTITE	TELEPHONE	TELECOPIE
Mairie de Macouba	05 96 78 53 68	05 96 78 59 42
Hôpital du lorrain	05 96 53 27 27	05 96 53 27 90
Hôpital de Trinité	05 96 66 46 00	
CHUM La Meynard	05 96 55 20 00	05 96 75 84 00
Gendarmerie	05 96 53 26 19	
SDIS LORRAIN	05 96 53 42 24	
Hôpital de Saint Pierre	05 96 78 14 93	
Centre Hospitalier Nord Caraïbe	05 96 78 02 20	05 96 78 02 38
Maison de retraite Prêcheur	0596 68 55 28	

## **Textes de référence en matière de PCS**

Le Plan Communal de Sauvegarde a été instauré par **la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile (article 13)**.

Ce document opérationnel de compétence communale ou intercommunale contribue à l'information préventive et à la protection des populations. Il détermine et fixe, en fonction des risques majeurs connus dans une commune donnée, l'organisation locale pour faire face à une crise et la gérer.

Ce document intègre et complète les dispositions générales ORSEC (Organisation de la Réponse de sécurité Civile) élaborées au niveau départemental par la préfecture.

Le PCS est obligatoire dans les communes :

- ☐ Dotées d'un Plan de Prévention des Risques Naturels ou Technologiques (PPRNT) approuvé,
- ☐ Comprises dans le périmètre d'un Plan Particulier d'Intervention (PPI).

**Le décret n° 2005-1156 du 13 Septembre 2005 relatif au PCS en son article 8** précise que ce document doit être réalisé dans les deux ans à compter de la date d'approbation du PPRNT ou du PPI.

**L'article L.2211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales** dispose que le Maire est l'autorité de police compétente pour mettre en œuvre le Plan Communal de Sauvegarde ; il prend toutes les mesures destinées à assurer la protection de ses administrés en cas d'évènements affectant directement le territoire de la commune.

Toutefois, les communes non-soumises à l'obligation de disposer d'un PCS peuvent elles aussi se doter de ce dispositif de gestion de crise.

Les communes membres d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre peuvent confier à ce dernier l'élaboration d'un Plan Intercommunal de Sauvegarde.



**COLLECTIVITE  
TERRITORIALE DE  
MARTINIQUE**  
Arrondissement de TRINITE



## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

**VU** le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2211-1, L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2212-4, L. 2212-5 relatifs aux pouvoirs de police du Maire ;

**VU** le code de l'environnement, et notamment son article L. 125-2 relatif à l'information préventive sur les risques majeurs ;

**VU** la loi n° 2004-811 du 13 Août 2004 de modernisation de la sécurité civile, et notamment son article 13 ;

**VU** le décret n° 2005-1156 du 13 Septembre 2005 relatif au plan communal de sauvegarde et pris en application de l'article 13 de la loi n° 2004-811 du 13 Août 2004 de modernisation de la sécurité civile

**CONSIDERANT** que la commune de Macouba est susceptible d'être exposée à des risques de sécurité civile naturels et technologiques de tous types ;

**CONSIDERANT** qu'il appartient au Maire de prévoir, d'organiser et de structurer l'action communale en cas de crise, afin de prendre d'urgence toutes les mesures utiles en vue de sauvegarder la population, d'assurer la sécurité et la salubrité publiques et de limiter les conséquences des événements potentiellement graves et susceptibles de se produire sur le territoire de la commune,

## **ARRÊTE**

**Article 1 :** Le plan communal de sauvegarde de la commune de Macouba annexé au présent arrêté est approuvé et est applicable à compter du 26 Aout 2020.

**Article 2 :** Le plan communal de sauvegarde fera l'objet des mises à jour nécessaires à sa bonne application.

**Article 3 :** Le plan communal de sauvegarde est consultable en mairie.

**Article 4 :** Une copie du présent arrêté ainsi que du plan annexé sera transmise à :

- ☐ Monsieur le Préfet de Martinique,
- ☐ Monsieur le Sous-Préfet de Trinité,
- ☐ Monsieur le Commandant du Centre d'Intervention et de Secours de Martinique,
- ☐ Monsieur le Commandant de la brigade de Gendarmerie du Lorrain.

Fait à Macouba, le

Le Maire,  
Sainte-Rose CAKIN



## Sigles et abréviations

<b>Cat Nat</b>	Catastrophe Naturelle
<b>CIS</b>	Centre d'Intervention et de Secours
<b>COD</b>	Centre Opérationnel de Départemental
<b>CODIS</b>	Centre Opérationnel Départemental d'Incendie et de Secours
<b>CORG</b>	Centre Opérationnel et de Renseignement de la Gendarmerie
<b>COS</b>	Commandant des Opérations de Secours
<b>COZ</b>	Centre Opérationnel Zonal
<b>CRICR</b>	Centre Régional d'Information et de Coordination Routière
<b>CRS</b>	Compagnie Républicaine de Sécurité
<b>CTA</b>	Centre de Traitement de l'Alerte
<b>CUMP</b>	Cellule d'Urgence Médico-Psychologique
<b>DCS</b>	Document Communal Synthétique
<b>DDCS</b>	Direction Départementale de la Cohésion Sociales
<b>DDPP</b>	Direction Départementale de la Protection des Populations
<b>DDRM</b>	Dossier Départemental des Risques Majeurs
<b>DDTM</b>	Direction Départementale des Territoires et de la Mer
<b>DDSP</b>	Direction Départementale de la Sécurité Publique
<b>DICRIM</b>	Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs
<b>DMD</b>	Délégation Militaire Départementale
<b>DOS</b>	Directeur des Opérations de Secours
<b>DREAL</b>	Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
<b>DSC</b>	Direction de la Sécurité Civile
<b>DT ARS</b>	Délégation Territoriale de l'Agence Régionale de Santé
<b>EMIZDS</b>	Etat-Major Interministériel de Zone de Défense et de Sécurité
<b>PC</b>	Poste de Commandement
<b>PCA</b>	Poste de Commandement Avancé
<b>PCC</b>	Poste de Commandement Communal
<b>PCF</b>	Poste de Commandement Fixe
<b>PCO</b>	Poste de Commandement Opérationnel
<b>PCS</b>	Plan Communal de Sauvegarde
<b>PK</b>	Point Kilométrique
<b>PMA</b>	Poste Médical Avancé
<b>POI</b>	Plan d'Organisation Interne
<b>PPI</b>	Plan Particulier d'Intervention
<b>RCC</b>	Centre de Coordination et de Sauvegarde
<b>RCSC</b>	Réserve Communale de Sécurité Civile
<b>REX</b>	Retour d'EXpérience
<b>SAMU</b>	Service d'Aide Médicale d'Urgence
<b>SATER</b>	Sauvetage Aéro-TERrestre
<b>SCHAPI</b>	Service Central d'Hydrométéorologie et d'Appui à la Prévision des Inondations
<b>SDIS</b>	Service Départemental d'Incendie et de Secours
<b>SIDPC</b>	Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles
<b>SPC</b>	Service de Prévision des Crues
<b>SRPJ</b>	Service Régional de Police Judiciaire
<b>TMD</b>	Transport de Matières Dangereuses
<b>TMR</b>	Transport de Matières Radioactives



**Cartographie(s) de la commune :**





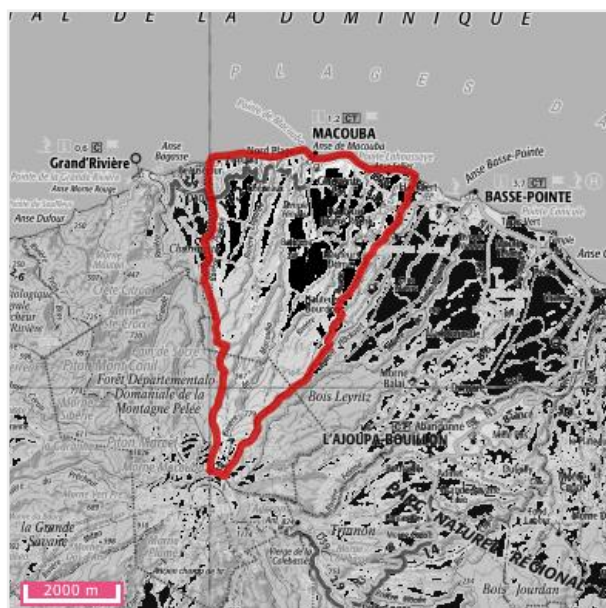
Attention : ce descriptif n'est pas un état des risques et pollutions (ERP) conforme aux articles L-125-5 et R125-26 du code de l'Environnement. Ce descriptif est délivré à titre informatif. Il n'a pas de valeur juridique. Pour plus d'information, consultez les précautions d'usage en annexe de ce document.

## Localisation



### Information sur la commune :

97218 - MACOUBA



## Informations sur la commune

Nom : MACOUBA

Code Postal : 97218

Département : MARTINIQUE

Région : Martinique

Code INSEE : 97215

Commune dotée d'un DICRIM : Non

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 4 (*détails en annexe*)

Population à la date du 24/06/2020 : 1074

## Quels risques peuvent impacter la localisation ?



Mouvements de terrain  
*Glissement*



Séismes  
5 - FORTE



Installations industrielles



Sites inventaire BASIAS



L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors de l'eau. Elle peut être liée à un phénomène de débordement de cours d'eau, de ruissellement, de remontées de nappes d'eau souterraines ou de submersion marine.

### LA COMMUNE EST-ELLE IMPACTÉE PAR LES INONDATIONS ?

#### Territoire à Risque important d'Inondation - TRI

Commune exposée à un territoire à risque important d'inondation (TRI) : **Non**

#### Atlas de Zone Inondable - AZI

Localisation exposée à un Atlas de Zone Inondable : **Oui**

Nom de l'AZI	Aléa	Date de début de programmation	Date de diffusion
972DEAL19990022 - DUPOTICHE	Inondation	30/06/1999	30/06/1999
972DEAL19990044 - LAGARDE	Inondation	30/06/1999	30/06/1999
972DEAL19990093 - RAVINE HILETTE	Inondation	30/06/1999	30/06/1999
972DEAL19990100 - RAVINE PETEL	Inondation	30/06/1999	30/06/1999
972DEAL19990113 - BIJOU	Inondation	30/06/1999	30/06/1999
972DEAL19990140 - POTICHE	Inondation	30/06/1999	30/06/1999
972DEAL19990146 - ROCHE	Inondation	30/06/1999	30/06/1999
972DEAL19990180 - Rivière de MACOUBA	Inondation	30/06/1999	30/06/1999

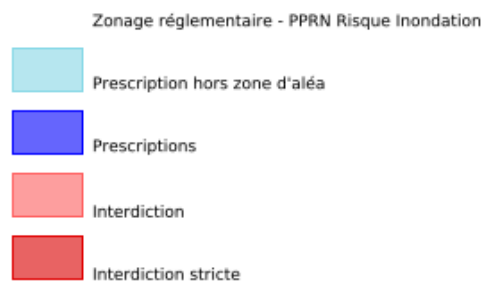
## Informations historiques sur les inondations

Aucune donnée pour le département MARTINIQUE - (972)

Commune faisant l'objet d'un programme de prévention (PAPI) : Non

Votre commune est soumise à un PPRN Inondation : Oui

? Le PPRN (Plan de Prévention des Risques Naturels) est un document réglementaire destiné à faire connaître les risques et réduire la vulnérabilité des personnes et des biens. Il délimite des zones exposées et définit des conditions d'urbanisme et de gestion des constructions futures et existantes dans les zones à risques. Il définit aussi des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.



Source :

PPR	Aléa	Prescrit le	Enquêté le	Approuvé le	Révisé le	Annexé au PLU le	Dé prescrit / Annulé / abrogé le	Révisé
972DEAL2 0150016 - Macouba		18/09/2011		02/12/2013		22/04/2014	- / - / -	

?

La consistance et le volume des sols argileux se modifient en fonction de leur teneur en eau. Lorsque la teneur en eau augmente, le sol devient souple et son volume augmente. On parle alors de « gonflement des argiles ». Un déficit en eau provoquera un assèchement du sol, qui devient dur et cassant. On assiste alors à un phénomène inverse de rétractation ou « retrait des argiles ».

### LA COMMUNE EST-ELLE IMPACTÉE PAR LA PRÉSENCE D'ARGILE ?

Commune exposée aux retrait-gonflements des sols argileux : Non

### LA COMMUNE EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

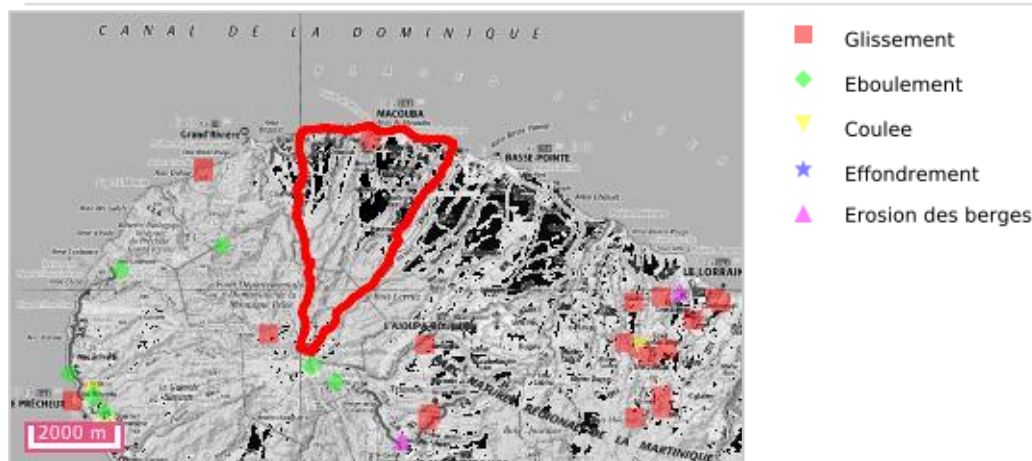
Votre commune est soumise à un PPRN Retrait-gonflements des sols argileux : Non

? Un mouvement de terrain est un déplacement d'une partie du sol ou du sous-sol. Le sol est déstabilisé pour des raisons naturelles (la fonte des neiges, une pluviométrie anormalement forte...) ou occasionnées par l'homme : déboisement, exploitation de matériaux ou de nappes aquifères... Un mouvement de terrain peut prendre la forme d'un affaissement ou d'un effondrement, de chutes de pierres, d'éboulements, ou d'un glissement de terrain.

## LA COMMUNE EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES MOUVEMENTS DE TERRAIN ?

Mouvements de terrain recensés dans la commune : Oui

? Cette carte illustre l'ensemble des mouvements de terrain recensés dans votre commune.

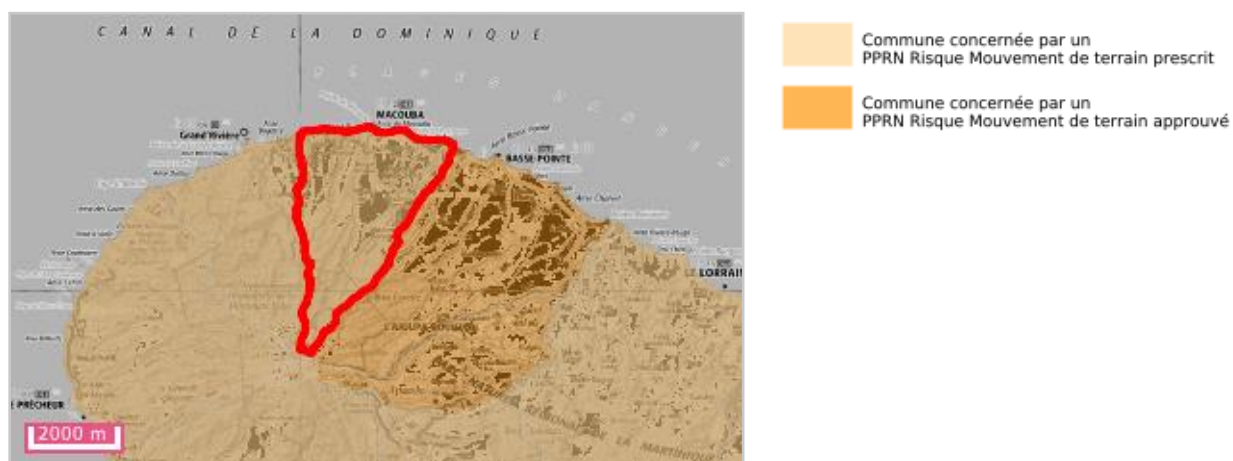


Source: BRGM-MEDDE

## LA COMMUNE EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

Votre commune est soumise à un PPRN Mouvements de terrain : Oui

? Le PPRN (Plan de Prévention des Risques Naturels) est un document réglementaire destiné à faire connaître les risques et réduire la vulnérabilité des personnes et des biens. Il délimite des zones exposées et définit des conditions d'urbanisme et de gestion des constructions futures et existantes dans les zones à risques. Il définit aussi des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.



Source: BRGM

PPR	Aléa	Prescrit le	Enquêté le	Approuvé le	Révisé le	Annexé au PLU le	Dé prescrit / Annulé / abrogé le	Révisé
972DEAL2 0150016 - Macouba		18/09/2011		02/12/2013		22/04/2014	- / - / -	





Une cavité souterraine désigne en général un « trou » dans le sol, d'origine naturelle ou occasionné par l'homme. La dégradation de ces cavités par affaissement ou effondrement subit, peut mettre en danger les constructions et les habitants.

### LA COMMUNE EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES CAVITÉS SOUTERRAINES ?

Cavités recensées dans la commune : Non

### LA COMMUNE EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

Votre commune est soumise à un PPRN Cavités souterraines : Non



Un séisme ou tremblement de terre se traduit en surface par des vibrations du sol. Ce phénomène résulte de la libération brusque d'énergie accumulée par les contraintes exercées sur les roches.

### QUELLE EST L'EXPOSITION SISMIQUE DE LA COMMUNE ?

Type d'exposition de la commune : **5 - FORTE**



Un séisme (ou tremblement de terre) correspond à une fracturation (processus tectonique aboutissant à la formation de fractures des roches en profondeur), le long d'une faille généralement préexistante.



- 1 (très faible)
- 2 (faible)
- 3 (modérée)
- 4 (moyenne)
- 5 (forte)

Source: BRGM

### LA COMMUNE EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

Votre commune est soumise à un PPRN Séismes : **Oui**



Le PPRN (Plan de Prévention des Risques Naturels) est un document réglementaire destiné à faire connaître les risques et réduire la vulnérabilité des personnes et des biens. Il délimite des zones exposées et définit des conditions d'urbanisme et de gestion des constructions futures et existantes dans les zones à risques. Il définit aussi des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.



- Commune concernée par un PPRN Risque Séisme prescrit
- Commune concernée par un PPRN Risque Séisme approuvé

Source: BRGM

PPR	Aléa	Prescrit le	Enquêté le	Approuvé le	Révisé le	Annexé au PLU le	Déprescrit / annulé / abrogé le	Révisé
972DEAL2 0150016 - Macouba		18/09/2011		02/12/2013		22/04/2014	- / - / -	

## LISTE DES SÉISMES LES PLUS IMPORTANTS POTENTIELLEMENT RESENTIS DANS LA COMMUNE

? L'intensité traduit les effets et dommages induits par le séisme en un lieu donné. Son échelle est fermée et varie de I (non ressenti) à XII (pratiquement tous les bâtiments détruits). A ne pas confondre avec la magnitude qui traduit l'énergie libérée par les ondes sismiques, qui est mesurée sur une échelle ouverte et dont les plus forts séismes sont de l'ordre de magnitude 9.

## Séismes les plus importants potentiellement ressentis dans la commune de MACOUBA

Commune	Intensité interpolée	Intensité interpolée par classes	Qualité du calcul	Fiabilité de la donnée observée SisFrance	Date du séisme
MACOUBA	7.79	VIII	calcul très précis	données incertaines	11/01/1839
MACOUBA	7.62	VII-VIII	calcul précis	données incertaines	07/11/1727
MACOUBA	7.02	VII	calcul très précis	données incertaines	21/05/1946
MACOUBA	6.97	VII	calcul précis	données assez sûres	08/02/1843
MACOUBA	6.78	VII	calcul précis	données assez sûres	30/11/1827
MACOUBA	6.28	VI-VII	calcul précis	données incertaines	25/12/1969
MACOUBA	6.25	VI	calcul précis	données assez sûres	16/02/1906
MACOUBA	6.14	VI	calcul précis	données assez sûres	24/02/1858
MACOUBA	6.11	VI	calcul très précis	données assez sûres	09/06/1870
MACOUBA	6.00	VI	calcul très précis	données assez sûres	19/03/1953



Cette rubrique recense les différents sites qui accueillent ou ont accueilli dans le passé des activités polluantes ou potentiellement polluantes. Différentes bases de données fournissent les informations sur les Sites pollués ou potentiellement pollués (BASOL), les Secteurs d'information sur les sols (SIS) introduits par l'article L.125-6 du code de l'environnement et les Anciens sites industriels et activités de service (BASIAS).

### LA COMMUNE COMPORTE-T-ELLE DES SITES POLLUÉS OU POTENTIELLEMENT POLLUÉS (BASOL) ?

Commune exposée à des sites pollués ou potentiellement pollués : 0

### LA COMMUNE COMPORTE-T-ELLE D'ANCIENS SITES INDUSTRIELS ET ACTIVITÉS DE SERVICE (BASIAS) ?

Présence d'anciens sites industriels et activités de service dans la commune : 3



Sur cette carte, sont indiqués les anciens sites industriels et activités de service recensés à partir des archives disponibles, départementales et préfectorales.... La carte représente les implantations de votre commune.



- Sites Basias (XY du centre du site)
- Sites Basias (XY de l'adresse du site)

Source: BRGM

LA COMMUNE EST-ELLE IMPACTÉE PAR LA RÉGLEMENTATION SUR LES SECTEURS D'INFORMATION DES SOLS (SIS) ?

Présence de Secteurs d'Informations sur les Sols (SIS) dans la commune : 0

? Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou des nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une installation classée pour la protection de l'environnement. Cette ICPE est classée dans une nomenclature afin de faire l'objet d'un suivi et d'une autorisation par un de l'état en fonction de sa dangerosité.







## LA COMMUNE EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES ?

Nombre d'installations industrielles dans votre commune : 2

? Les installation industrielles ayant des effets sur l'environnement sont réglementées sous l'appellation Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE). L'exploitation de ces installations est soumise à autorisation de l'Etat. La carte représente les implantations présentes dans votre commune.



Source: BRGM

- Installations classées (Grande échelle)
-  Usine Seveso
  -  Usine non Seveso
  -  Elevage de bovin
  -  Elevage de volaille
  -  Elevage de porc
  -  Carrière

## LA COMMUNE EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES REJETS POLLUANTS ?

Nombre d'installations industrielles rejetant des polluants concernant votre commune : 1

? Ces installations industrielles déclarent des rejets de polluants potentiellement dangereux dans l'air, l'eau ou les sols. La carte représente les implantations présentes dans votre commune.



Source: BRGM

-  Stations d'épuration
-  Elevage
-  Industries

**Votre commune est soumise à un PPRT Installations industrielles : Non**



Une canalisation de matières dangereuses achemine du gaz naturel, des produits pétroliers ou chimiques à destination de réseaux de distribution, d'autres ouvrages de transport, d'entreprises industrielles ou commerciales, de sites de stockage ou de chargement.

### LA COMMUNE EST-ELLE VOISINE D'UNE CANALISATION DE MATIÈRES DANGEREUSES ?

Canalisations de matières dangereuses dans la commune : Non





Une installation industrielle mettant en jeu des substances radioactives de fortes activités est réglementée au titre des « installations nucléaires de base » (INB) et est alors placée sous le contrôle de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

### LA COMMUNE EST-ELLE CONCERNÉE PAR UNE INSTALLATION NUCLÉAIRE ?

Installations nucléaires situées à moins de 10 km de la commune : **Non**

Installations nucléaires situées à moins de 20 km de la commune : **Non**



Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches. En se désintégrant, il forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs. Ces descendants peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation.

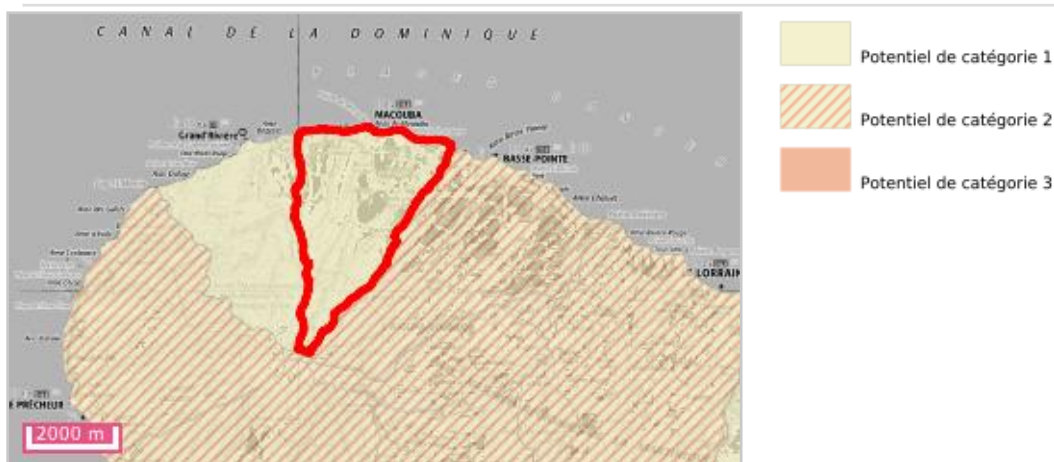
Dans des lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général, et les habitations en particulier, il peut s'accumuler et atteindre des concentrations élevées atteignant parfois plusieurs milliers de Bq/m<sup>3</sup> (becquerels par mètre-cube) (Source : IRSN).

### QUEL EST LE POTENTIEL RADON DE VOTRE COMMUNE ?

Le potentiel radon de votre commune est : **Faible**



La cartographie du potentiel du radon des formations géologiques établie par l'IRSN conduit à classer les communes en 3 catégories. Celle-ci fournit un niveau de risque relatif à l'échelle d'une commune, il ne présage en rien des concentrations présentes dans votre habitation, celles-ci dépendant de multiples autres facteurs (étanchéité de l'interface entre le bâtiment et le sol, taux de renouvellement de l'air intérieur, etc.) (Source : IRSN).



Source: IRSN

Pour en savoir plus : consulter le site de l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire sur le potentiel radon de chaque catégorie.

### Document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM)

Le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 a défini un partage de responsabilité entre le préfet et le maire pour l'élaboration et la diffusion des documents d'information. La circulaire d'application du 21 avril 1994 demandait au préfet d'établir un dossier départemental des risques majeurs (DDRM) listant les communes à risque et, le cas échéant, un dossier communal synthétique (DCS). La notification de ce DCS par arrêté au maire concerné, devait être suivie d'un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) établi par le maire, de sa mise en libre consultation de la population, d'un affichage des consignes et d'actions de communication.

Le décret n° 2004-554 du 09 juin 2004 qui complète le précédent, conforte les deux étapes-clé du DDRM et du DICRIM. Il modifie l'étape intermédiaire du DCS en lui substituant une transmission par le préfet au maire, des informations permettant à ce dernier l'élaboration du DICRIM.

### Catastrophe naturelle

Phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables.

Cette définition est différente de celle de l'article 1er de la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, qui indique : « sont considérés comme effets des catastrophes naturelles [...] les dommages matériels directs ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises ».

La catastrophe est ainsi indépendante du niveau des dommages causés. La notion « d'intensité anormale » et le caractère « naturel » d'un phénomène relèvent d'une décision interministérielle qui déclare « l'état de catastrophe naturelle ».

### Plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN)

Le plan de prévention des risques naturels (PPRN) créé par la loi du 2 février 1995 constitue aujourd'hui l'un des instruments essentiels de l'action de l'État en matière de prévention des risques naturels, afin de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens.

Il est défini par les articles L562-1 et suivants du Code de l'environnement et doit être réalisé dans un délai de 3 ans à compter de la date de prescription. Ce délai peut être prorogé une seule fois de 18 mois. Le PPRN peut être modifié ou révisé.

Le PPRN est une servitude d'utilité publique associée à des sanctions pénales en cas de non-respect de ses prescriptions et à des conséquences en termes d'indemnisations pour catastrophe naturelle.

Le dossier du PPRN contient une note de présentation du contexte et de la procédure qui a été menée, une ou plusieurs cartes de zonage réglementaire délimitant les zones réglementées, et un règlement correspondant à ce zonage.

Ce dossier est approuvé par un arrêté préfectoral, au terme d'une procédure qui comprend l'arrêté de prescription sur la ou les communes concernées, la réalisation d'études pour recenser les phénomènes passés, qualifier l'aléa et définir les enjeux du territoire, en concertation avec les collectivités concernées, et enfin une phase de consultation obligatoire (conseils municipaux et enquête publique).

Le PPRN permet de prendre en compte l'ensemble des risques, dont les inondations, mais aussi les séismes, les mouvements de terrain, les incendies de forêt, les avalanches, etc. Le PPRN relève de la responsabilité de l'État pour maîtriser les constructions dans les zones exposées à un ou plusieurs risques, mais aussi dans celles qui ne sont pas directement exposées, mais où des aménagements pourraient les aggraver. Le champ d'application du règlement couvre les projets nouveaux, et les biens existants. Le PPRN peut également définir et rendre obligatoires des mesures générales de prévention, de protection et de sauvegarde.

Pour obtenir plus de définitions merci de vous référer au glossaire disponible en ligne à l'adresse suivante :

<https://www.georisques.gouv.fr/glossaire/>.

### Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 4

Chocs mécaniques liés à l'action des vagues, vents cycloniques : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
972PREF20070016	16/08/2007	16/08/2007	13/11/2007	15/11/2007

Inondations, coulées de boue, glissements et chocs mécaniques liés à l'action des vagues : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
972PREF19930010	13/08/1993	14/08/1993	06/10/1993	23/10/1993

Inondations et coulées de boue : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
972PREF20140002	17/04/2013	19/04/2013	26/02/2014	28/02/2014

Phénomènes tropicaux (ouragan, onde) (inondations, coulées de boue, éboulements, ...) : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
972PREF19900016	02/10/1990	03/10/1990	11/10/1990	15/10/1990

Ce document est une synthèse non exhaustive des risques naturels et/ou technologiques présents dans le périmètre administratif d'une commune choisie par l'internaute. Il résulte de l'intersection géographique entre un périmètre donné et des informations aléas, administratives et réglementaires. En ce qui concerne les zonages, la précision de la représentation sur Géorisques par rapport aux cartes de zonage papier officielles n'est pas assurée et un décalage entre les couches est possible. Seules les données ayant fait l'objet par les services de l'Etat, d'une validation officielle sous format papier, font foi. Les informations mises à disposition ne sont pas fournies en vue d'une utilisation particulière, et aucune garantie n'est apportée quant à leur aptitude à un usage particulier.

### Description des données

Le site [georisques.gouv.fr](http://georisques.gouv.fr), développé par le BRGM en copropriété avec l'Etat représenté par la direction générale de la prévention des risques (DGPR), présente aux professionnels et au grand public une série d'informations relatives aux risques d'origine naturelle ou technologique sur le territoire français. L'accès et l'utilisation du site impliquent implicitement l'acceptation des conditions générales d'utilisation qui suivent.

### Limites de responsabilités

Ni la DGPR, ni le BRGM ni aucune partie ayant concouru à la création, à la réalisation, à la diffusion, à l'hébergement ou à la maintenance de ce site ne pourra être tenu pour responsable de tout dommage direct ou indirect consécutif à l'accès et/ou utilisation de ce site par un internaute. Par ailleurs, les utilisateurs sont pleinement responsables des interrogations qu'ils formulent ainsi que de l'interprétation et de l'utilisation qu'ils font des résultats. La DGPR et le BRGM n'apportent aucune garantie quant à l'exactitude et au caractère exhaustif des informations délivrées. Seules les informations livrées à notre connaissance ont été transposées. De plus, la précision et la représentativité des données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, dans la mesure où ces informations n'ont pas systématiquement été validées par la DGPR ou le BRGM. De plus, elles ne sont que le reflet de l'état des connaissances disponibles au moment de leur élaboration, de telle sorte que la responsabilité de la DGPR et du BRGM ne saurait être engagée au cas où des investigations nouvelles amèneraient à revoir les caractéristiques de certaines formations. Même si la DGPR et le BRGM utilisent les meilleures techniques disponibles à ce jour pour veiller à la qualité du site, les éléments qu'il comprend peuvent comporter des inexactitudes ou erreurs non intentionnelles. La DGPR et le BRGM remercient par avance les utilisateurs de ce site qui voudraient bien lui communiquer les erreurs ou inexactitudes qu'ils pourraient relever. Les utilisateurs de ce site consultent à leurs risques et périls. La DGPR et le BRGM ne garantissent pas le fonctionnement ininterrompu ni le fait que le serveur de ce site soit exempt de virus ou d'autre élément susceptible de créer des dommages. La DGPR et le BRGM peuvent modifier le contenu de ce site sans avertissement préalable.

### Droits d'auteur

Le « Producteur » garantit au « Ré utilisateur » le droit personnel, non exclusif et gratuit, de réutilisation de « l'Information » soumise à la présente licence, dans le monde entier et pour une durée illimitée, dans les libertés et les conditions exprimées ci-dessous. Vous êtes Libre de réutiliser « L'information » :

- Reproduire, copier, publier et transmettre « l'Information » ;
- Diffuser et redistribuer « l'Information » ;
- Adapter, modifier, extraire et transformer à partir de « l'Information », notamment pour créer des « Informations dérivées » ;
- Exploiter « l'Information » à titre commercial, par exemple en la combinant avec d'autres « Informations », ou en l'incluant dans votre propre produit ou application. Sous réserve de mentionner la paternité de « l'Information » :
  - Sa source (à minima le nom du « Producteur ») et la date de sa dernière mise à jour.

Le « Ré-utilisateur » peut notamment s'acquitter de cette condition en indiquant un ou des liens hypertextes (URL)

Renvoyant vers « l'Information » et assurant une mention effective de sa paternité. Cette mention de paternité ne doit ni conférer un caractère officiel à la réutilisation de « l'Information », ni suggérer une quelconque reconnaissance ou caution par le « Producteur », ou par toute autre entité publique, du « Ré-utilisateur » ou de sa

### Accès et disponibilité du service et des liens

Ce site peut contenir des liens et références à des sites Internet appartenant à des tiers. Ces liens et références sont là dans l'intérêt et pour le confort des utilisateurs et ceci n'implique de la part de la DGPR ou du BRGM ni responsabilité, ni approbation des informations contenues dans ces sites.

## PARTIE I : LES RISQUES DE LA COMMUNE

### Liste des risques majeurs non détaillée et non exhaustive pour la commune de Macouba



Inondation - Par ruissellement et coulée de boue



Inondation



Mouvement de terrain - Eboulement, chutes de pierres et de blocs, Glissement de terrain



Mouvement de terrain - Avancée dunaire



Mouvement de terrain - Recul du trait de côte et de falaises



Séisme (risque 5)



Eruption volcanique



Phénomène lié à l'atmosphère



Phénomènes météorologiques - Cyclone/ouragan (vent)



Inondation - Par une crue torrentielle ou à montée rapide de cours d'eau



Transport de marchandises dangereuses

### **I.1. Risque inondation**

En raison des pressions économiques, sociales, foncières ou encore politiques, les cours d'eau ont souvent été aménagés, couverts, déviés, augmentant ainsi la vulnérabilité des hommes et des biens.

De 1998 à 2002 l'Europe a subi plus de 100 inondations graves. Globalement sur cette même période, les inondations ont causé en Europe la mort de 700 personnes et au moins 25 milliards d'euros de pertes économiques.

En Martinique, la houle provoquée par l'ouragan Lenny en 1999, détruit une cinquantaine de maisons le long de la côte. Face à ce constat, la Commission Européenne s'est mobilisée en adoptant en 2007 la directive 2007/60/CE relative à l'évaluation et la gestion des risques d'inondation.

Cette même année 2007, l'ouragan Dean frappe la Martinique et provoque une submersion marine qui engendre un lourd bilan : 3 décès, 1 blessé grave, 11 blessés légers, 1318 maisons détruites, 7562 autres partiellement endommagées, 145 bateaux coulés ou échoués

- La gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations - GEMAPI
- La directive inondations
- Formation FPRNM et PAPI
- La mission de Référent Départemental Inondation (RDI)

Les consignes à respecter

AVANT :	PENDANT	APRÈS
<b>Prévoir les gestes essentiels :</b> -mettre au sec les meubles, objets, matières et produits  -couper l'électricité et le gaz  -obturer les entrées d'eau : portes, fenêtres et autres  -amarrer les cuves, etc.  -garer les véhicules  -faire une réserve d'eau potable et de produits alimentaires.	<b>Prévoir les moyens d'évacuation</b> -s'informer de la montée des eaux par radio ou auprès de la mairie.  <b>Dès l'alerte :</b> -couper le courant électrique, actionner les commutateurs avec précaution  - aller sur les points hauts préalablement repérés (étages des maisons, collines)  -n'entreprendre une évacuation que si on en reçoit l'ordre des autorités ou si on est forcé par la crue ;  -ne pas s'engager sur une route inondée à pied ou en voiture	<b>Dans la maison :</b> -aérer  -désinfecter à l'eau de javel  -ne rétablir le courant électrique que si l'installation est sèche.

Les consignes générales s'appliquent et sont complétées avant, pendant et après la montée des eaux par un certain nombre de consignes spécifiques au risque. Le citoyen est informé par des affiches dont le modèle est défini par arrêté interministériel et les divers emplacements arrêtés par le maire qui peut aussi les imposer à l'intérieur de lieux publics de plus de 50 personnes et les lieux d'habitat collectif de 15 logements et plus.

## 1.2. Risques séismes :

### Risque sismique

#### En prévention : Quelques précautions à prendre

Dans le cas d'une maison déjà construite, il est recommandé de faire réaliser un diagnostic de vulnérabilité par un professionnel de la construction parasismique. Il permet d'identifier l'absence, l'insuffisance ou la dégradation des éléments essentiels de son logement à la résistance au séisme, de même que la possibilité d'une interaction défavorable avec le sol qui pourrait aggraver l'action d'un tremblement de terre.

AVANT :	PENDANT	APRÈS
<p><b>- construction ancienne</b> Informez-vous sur le risque sismique dans la région, les mesures de prévention et de sauvegarde (préfecture, mairie, DDT(M)).</p> <p>-Lors d'une nouvelle construction, assurez-vous du respect des règles de construction parasismique.</p> <p>-Repérez les points de coupure du gaz, eau, électricité.</p> <p>-Fixez les appareils et les meubles lourds.</p> <p>-Préparez un plan de groupement familial.</p> <p>-Évitez de placer des objets lourds sur des étagères ou en hauteur.</p> <p>-Repérez un endroit où il sera possible de vous mettre à l'abri.</p> <p>-Préparez un équipement de première nécessité (médicaments, photocopies de vos papiers d'identité...).</p>	<p>-Mettez-vous à l'abri près d'un mur, d'une structure porteuse ou sous un meuble solide.</p> <p>-Éloignez-vous des fenêtres pour éviter les bris de verre.</p> <p>-Si vous êtes au rez-de-chaussée et à proximité de la sortie, et seulement dans ce cas, sortez du bâtiment et éloignez-vous.</p> <p>-À l'extérieur : ne restez pas près des fils électriques ou de ce qui peut s'effondrer (ponts, corniches, toitures, etc.) ;</p> <p>-Si vous êtes en voiture : arrêtez-vous mais jamais à proximité d'un pont, de bâtiments ou d'arbres.</p> <p>-Ne sortez pas avant la fin des secousses.</p>	<p>-Sortez avec précaution des bâtiments et restez éloignés de ce qui pourrait s'effondrer (ponts, corniches, toitures, bâtiments...)</p> <p>-Évitez de téléphoner pour laisser les secours disposer des réseaux téléphoniques.</p> <p>-Sortez des bâtiments et ne vous mettez pas sous ou à côté des fils électriques.</p> <p>--N'empruntez pas les ascenseurs.</p> <p>Coupez l'eau, l'électricité et le gaz : en cas de fuite ouvrez les fenêtres et les portes, sauvez-vous et prévenez les autorités.</p> <p>-Ne fumez pas, ne provoquez ni flamme ni étincelle.</p> <p>- N'allez pas chercher vos enfants, ils sont pris en charge par les équipes pédagogiques et les secours en milieu scolaire et périscolaire.</p> <p>-Éloignez-vous des zones côtières, même longtemps après la fin des secousses, en raison d'éventuels tsunamis (qu'il y ait ou non retrait de la mer).</p>

*Attention après une première secousse, méfiez-vous toujours des répliques.*



### 1.3 Risque technologique industriel

29

Le risque zéro n'existe pas. Malgré toutes les mesures de prévention et de réduction du risque à la source, la probabilité qu'un accident survienne n'est jamais nulle. Il est donc nécessaire de planifier les secours en cas de sinistre. L'analyse des différents scénarios envisagés dans l'étude de danger permet de définir le périmètre et les moyens d'intervention en cas d'accident grave.

Pour les sites classés Seveso AS, deux types de plans de secours doivent être mis en place :

- le plan d'opération interne (POI), à la charge de l'industriel, qui a vocation à gérer un incident circonscrit au site et qui ne menace pas les populations avoisinantes et à limiter l'évolution du sinistre et remettre l'installation en état de fonctionnement. Le POI définit l'organisation, les ressources et les stratégies d'intervention en fonction des différents types d'accidents susceptibles d'intervenir ;
- le plan particulier d'intervention (PPI) mis en œuvre par le préfet pour faire face à un sinistre sortant des limites de l'établissement ; il est l'une des dispositions spécifiques du dispositif Orsec. La finalité de ce plan départemental de secours est de protéger les populations des effets du sinistre en mobilisant, sous l'autorité du préfet, les services de secours publics, les services de l'État, les communes et les acteurs privés ou associatifs. Certains sites non classés Seveso AS peuvent se voir imposer de tels plans par le préfet, après analyse des risques inhérents aux installations.

#### **La mise en œuvre des secours**

La mise en œuvre des secours se fait par trois dispositifs aux échelles départementale, zonale et nationale (loi de modernisation de la sécurité civile du 13 août 2004).

Le dispositif Orsec (organisation de la réponse de sécurité civile) permet de mobiliser et d'organiser rapidement tous les moyens publics et privés nécessaires à la protection générale des populations. C'est le préfet qui déclenche la mise en application du plan Orsec et assure la direction des secours.

Le plan particulier d'intervention (PPI) est une disposition spécifique du dispositif Orsec départemental permettant de planifier une réponse adaptée au risque particulier représenté par un site industriel déterminé. Lorsqu'une catastrophe touche au moins deux départements d'une zone de défense ou qu'il est nécessaire de mettre en œuvre des moyens qui dépassent le cadre départemental, le plan Orsec de zone est mis en service.

Chaque commune soumise à un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé (PPRN) ou à un plan particulier d'intervention (PPI) a l'obligation de mettre en place, sous la responsabilité du maire, un plan communal de secours pour faire face à une catastrophe naturelle ou technologique survenant sur son territoire.

#### **Les consignes à respecter**

Les consignes générales s'appliquent (cf. annexe 5) et sont complétées par un certain nombre de consignes spécifiques au risque industriel. Le citoyen est informé par des affiches dont le modèle est défini par arrêté interministériel et les divers emplacements arrêtés par le maire qui peut aussi les imposer à l'intérieur de lieux publics de plus de 50 personnes et les lieux d'habitat collectif de 15 logements et plus.

AVANT	PENDANT
<ul style="list-style-type: none"><li>→ S'informer sur l'existence ou non d'un risque (car chaque citoyen a le devoir de s'informer)</li><li>→ évaluer sa vulnérabilité par rapport au risque (distance par rapport à l'installation, nature des risques)</li><li>→ bien connaître le signal national d'alerte pour le reconnaître le jour de la crise</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>→ Si on est témoin d'un accident, donner l'alerte : 18 (pompiers), 15 (SAMU), 17 (police), en précisant si possible le lieu exact, la nature du sinistre (feu, fuite, nuage, explosion, etc.), le nombre de victimes</li><li>→ s'il y a des victimes, ne pas les déplacer (sauf incendie)</li><li>→ si un nuage toxique vient vers soi, fuir selon un axe perpendiculaire au vent pour trouver un local où se confiner</li></ul>

### **RISQUES MOUVEMENTS DE TERRAIN :**

Les mouvements de terrain (glissements de terrain, écroulements et chutes de blocs, coulées boueuses, effondrements de cavité, retrait-gonflement des argiles) regroupent un ensemble de déplacements du sol ou du sous-sol.

#### **Définition et typologie du mouvements de terrain**

Les mouvements de terrain regroupent un ensemble de déplacements, plus ou moins brutaux, du sol ou du sous-sol, d'origine naturelle ou anthropique. Les volumes en jeux peuvent aller de quelques mètres cubes à plusieurs millions de mètres cubes. La gamme de vitesses de déplacements est très variable : les déplacements peuvent être lents (quelques millimètres par an) à très rapides (quelques centaines de mètres par jour). Généralement, les grands mouvements de terrain (mobilisant un volume important) sont peu rapides et par conséquent les victimes peu nombreuses. En revanche, ces phénomènes sont souvent très destructeurs, car les aménagements humains y sont très sensibles et les dommages aux biens sont considérables et souvent irréversibles.

#### **Les différentes typologies du mouvement de terrain :**

Le retrait-gonflement des argiles : les variations de la quantité d'eau dans certains terrains argileux produisent des gonflements en périodes humides et des tassements en périodes sèches.

Les glissements de terrain se produisent généralement en situation de forte saturation des sols en eau. Ils peuvent mobiliser des volumes considérables de terrain, qui se déplacent le long d'une surface de rupture.

Les effondrements de cavités souterraines : l'évolution des cavités souterraines naturelles (dissolution des roches du sous-sol) ou artificielles (carrières et ouvrages souterrains) peut entraîner l'effondrement du toit de la cavité et provoquer en surface une dépression généralement de forme circulaire.

Les tassements et les affaissements : certains sols compressibles peuvent se tasser sous l'effet de surcharges (constructions, remblais) ou en cas d'assèchement (drainage, pompage).

Les écroulements et les chutes de blocs : l'évolution des falaises et des versants rocheux engendre des chutes de pierres (volume inférieur à 1 dm<sup>3</sup>), des chutes de blocs (volume supérieur à 1 dm<sup>3</sup>), des éboulements (volume supérieur à 100 m<sup>3</sup>) ou des écroulements en masse (volume pouvant atteindre plusieurs millions de m<sup>3</sup>).

### **La prévention du risque mouvements de terrain**

La prévention des risques et la protection des populations nécessitent, au moins pour les sites les plus menaçants, des études et reconnaissances délicates et coûteuses. Les méthodes et stratégies de prévention sont à adapter aux différents types de mouvements de terrain.

#### **Prévention et urbanisation**

La maîtrise de l'urbanisation s'exprime au travers des plans de prévention des risques naturels (PPRN), prescrits et élaborés par l'État. Dans les zones exposées au risque de mouvements de terrain, le PPRN peut prescrire ou recommander des dispositions constructives, telles que l'adaptation des projets et de leurs fondations au contexte géologique local, des dispositions d'urbanisme, la maîtrise des rejets d'eaux pluviales et usées ou des dispositions concernant l'usage du sol. Dans certains cas, l'inconstructibilité est la seule solution.

Pour le phénomène d'effondrement de cavités souterraines, un outil d'aide à l'aménagement à destination des maires est disponible en ligne.

## Outil d'aide à l'aménagement destiné aux maires

### L'adaptation des constructions

La diversité des phénomènes de mouvements de terrains implique que des mesures très spécifiques soient mises en œuvre à titre individuel. Certaines de ces mesures sont du ressort du bon respect des règles de l'art ; d'autres, au contraire, nécessitent des investigations lourdes et onéreuses.

31

La protection contre le phénomène de retrait-gonflement des argiles nécessite la mise en place de mesures d'adaptation du bâtiment au contexte local. L'article 68 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique a mis en place un nouveau dispositif permettant de s'assurer que les règles de l'art soient bien mises en œuvre pour les maisons individuelles construites dans les zones d'exposition moyenne ou forte. La cartographie de l'exposition au phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse, ainsi qu'un dossier thématique, sont disponibles sur le site Géorisques.

- **Exposition du territoire au phénomène (Géorisques)**
- **Prévention du risque (Géorisques)**
- **LOI n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique**

La construction en zone sensible aux effondrements de cavités souterraines pose des problèmes bien plus sérieux, car ils peuvent mettre en jeu la vie des occupants. La recherche de cavités éventuelles est un préalable à l'aménagement dans ces zones sensibles. Elles pourront être mises en évidence au moyen de techniques de détection géophysique, mais surtout grâce aux sondages de reconnaissance. Dès lors qu'une cavité souterraine est identifiée au droit d'un projet, on peut opter pour une solution de comblement ou de fondations profondes descendant au-delà de la cavité. Ces mesures permettent d'assurer la pérennité du projet, mais grèvent fortement le coût de la réalisation.

### L'information du citoyen

Le droit à l'information générale sur les risques majeurs s'applique. Chaque citoyen doit prendre conscience de sa propre vulnérabilité face aux risques et pouvoir l'évaluer pour la minimiser. Pour cela, il est primordial de se tenir informé sur la nature des risques qui nous menacent, ainsi que sur les consignes de comportement à adopter en cas d'événement (informations en mairie, services de l'État dans le département).

*Le site Géorisques comporte des inventaires cartographiques nationaux de mouvements de terrain et de cavités souterraines, consultables en ligne, ainsi qu'une carte de l'aléa retrait gonflement des argiles produite par le BRGM dans le cadre du programme de cartographie départemental mené de 1997 à 2010.*

## **1.5. Risque sanitaire**

### ❖ **PANDÉMIE :**

#### **AUTORISER, AUTORISE, RENVOYER**

Une pandémie est une épidémie caractérisée par la diffusion rapide et géographiquement très étendue (plusieurs continents ou monde entier) d'un nouveau sous-type de virus résultant d'une transformation génétique conséquente. Le virus pouvant posséder des caractéristiques immunologiques nouvelles par rapport aux virus habituellement circulants, l'immunité de la population peut être faible voire nulle ce qui a pour conséquence de permettre à la maladie de se propager rapidement.

#### **EXEMPLE :**

**QUELLES SONT LES CARACTÉRISTIQUES DE LA GRIPPE PANDÉMIQUE ?**

Un nombre très important de personnes touchées par le virus (de l'ordre de 7,7 à 14,7 millions de personnes en 2009 en métropole, en grande partie dans les tranches d'âge jeunes, contre 3 à 6 millions pour une grippe saisonnière),

Un développement hors de la saison habituelle de la grippe, notamment en été dans l'hémisphère nord,

Un nombre important de « gripes compliquées », formes très graves qui, sans traitement, ont souvent une issue fatale,

Des formes graves et des décès touchant en majorité des adultes de moins de 60 ans d'âge moyen, alors que l'âge moyen de décès de la grippe saisonnière est de 82 ans,

Des vagues successives durant chacune de 8 à 12 semaines, séparées de quelques semaines, quelques mois voire davantage, et plus rarement une vague unique.

### **COMMENT SE DÉVELOPPE UNE PANDÉMIE ?**

L'apparition d'une pandémie peut résulter d'une recombinaison génétique entre des virus grippaux animaux et humains ou de mutations progressives d'un virus animal, permettant une adaptation à l'être humain.

S'agissant de la transmission de l'humain à l'humain, le virus grippal se transmet par :

La voie aérienne, c'est-à-dire la dissémination dans l'air du virus par l'intermédiaire de la toux, de l'éternuement ou les postillons,

Le contact rapproché avec une personne infectée (lorsqu'on l'embrasse, qu'on lui serre la main ou que l'on utilise les mêmes couverts que la personne malade),

Le contact avec des objets touchés et donc contaminés par une personne malade (exemple : une poignée de porte).

Les symptômes d'une grippe pandémique sont similaires à ceux de la grippe saisonnière : fièvre élevée (> à 38°C), courbatures, fatigue, toux et gêne respiratoire. La durée d'incubation peut aller jusqu'à sept jours et une personne grippée est contagieuse dès les premiers symptômes et pendant environ sept jours.

Le Gouvernement, tirant les enseignements de la gestion de l'épisode pandémique de 2009 et des différents retours d'expériences et évaluations qui ont été conduits, a procédé à une réforme en profondeur du Plan national de prévention et de lutte « Pandémie ».

### **Plan Pandémie**

#### **AGIR AVANT**

- Pour limiter le risque d'être contaminé par les virus, il faut adopter des gestes simples :
- Lavez-vous les mains plusieurs fois par jour avec du savon ou, à défaut, utiliser une solution hydroalcoolique.
- Nettoyage des logements et des abords, dans le cas de la dengue : nettoyage et élimination des gîtes larvaires, nettoyage des gouttières, utilisations de protection (répulsifs, moustiquaires).
- Utilisez un mouchoir en papier à usage unique pour se moucher ou cracher et le jeter dans une poubelle, si possible recouverte d'un couvercle.
- Couvrez-vous le nez et la bouche quand vous éternuez.
- Evitez les contacts avec les personnes malades.
- Ces gestes d'hygiène simples permettent également de se protéger contre de nombreuses autres maladies transmissibles, comme les gastroentérites, les bronchiolites, etc.

## **Hygiène des mains**

Si vous présentez les symptômes (fièvre...) de la grippe : appelez votre médecin traitant ou le 15, ne vous rendez pas à l'hôpital directement. Un signalement rapide vous permettra d'être pris en charge et soigné rapidement.

### **AGIR PENDANT :**

33

- Lavez-vous les mains plusieurs fois par jour avec du savon ou, à défaut, utiliser une solution hydroalcoolique.
- Utilisez un mouchoir en papier à usage unique pour se moucher ou cracher et le jeter dans une poubelle, si possible recouverte d'un couvercle.
- Couvrez-vous le nez et la bouche quand on éternue.
- Evitez les contacts avec les personnes malades.
- Être à l'écoute (tv et radio) et respecter les consignes émises par les pouvoirs publics car elles peuvent évoluer selon la situation.
- Faites-vous vacciner contre le virus pandémique dès lors qu'une campagne de vaccination est spécifiquement organisée.
- Et pensez à prendre des nouvelles des membres de votre famille ou de vos voisins isolés.

Si l'un de vos proches est malade

Si vous êtes malade, dès les premiers symptômes :

Utilisez correctement son masque, afin que l'utilisation soit optimale

Recommandations aux voyageurs

### **SITES DE RÉFÉRENCE :**

- Ministère de la Santé /
- Ministère des Affaires étrangères / Conseils aux voyageurs
- Ministère de l'Education nationale
- ANSM/ Dossier grippe H1N1
- Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES) /
- Institut de veille sanitaire (InVS) /
- Institut Pasteur /
- Organisation mondiale de la Santé (OMS)
- European Medicines Agency (EMA)

## **1.6. Risques liés au regroupement de personnes**

Les rassemblements de foule sont de plus en plus gigantesques et spectaculaires. Ils doivent donner dans le superlatif, souvent au détriment de la sécurité. Cependant, le public d'une manifestation, qu'elle soit à but lucratif, sportif ou touristique, a le droit à la sécurité. Dans la littérature, on ne trouve pas de définition précise du rassemblement de foule. Les auteurs français et américains s'accordent à définir intuitivement un rassemblement de foule à partir de 1000 personnes réunies pour un événement, en un même lieu et pendant une durée de temps déterminée.

Le risque peut être défini comme un danger éventuel, plus ou moins prévisible. Une définition du danger « comme étant un événement non souhaité susceptible de provoquer des effets non souhaités sur l'individu, la population, l'écosystème et les installations ».

Cette dernière définition introduit deux paramètres distincts. Le premier est relatif à l'événement redouté, appelé « danger » et mesure les conséquences de la survenue de cet événement. Le deuxième **paramètre**, relatif au terme « prévisible » introduit une notion aléatoire de probabilité d'occurrence d'un événement, c'est-à-dire le pourcentage de chances que l'on a de voir un événement se réaliser. On peut alors proposer, comme définition du risque, l'exposition à un événement redouté, plus ou moins prévisible, qui menace la sécurité ou l'existence des personnes.

On peut également dire que le risque résulte de la conjonction d'un aléa et des enjeux en présence (aléa : probabilité d'un événement qui peut affecter le système étudié/enjeux : personnes, biens, équipements, environnements menacés et susceptibles de subir des dommages et des préjudices).

De plus, le risque sera diminué d'autant qu'il aura été planifié des mesures préventives.

### **Prévention :**

Tout rassemblement de foule crée un risque, c'est-à-dire que le fait même qu'un grand nombre de personnes soient réunies en un même endroit crée un potentiel d'accident à cet endroit précis pendant une unité de temps déterminée. Le risque d'accident peut être limité ou aboutir à une catastrophe.

### **Risques des rassemblements de foule :**

On peut en distinguer deux groupes, les activités qui ne comportent habituellement pas de risque accidentel spécifique et les activités comportant un risque accidentel spécifique.<sup>1</sup> Parmi les premiers, on peut citer les rassemblements religieux, politiques, artistiques où le rassemblement crée à lui seul un potentiel de risque. Ce risque peut être modulé par des facteurs additionnels tels que le climat, la sociologie de la foule réunie, la structure d'accueil du rassemblement, le service d'ordre qui joue un important rôle de surveillance et de répression.<sup>1</sup> Parmi les seconds, au risque inhérent au rassemblement de foule il faut ajouter le risque propre à l'élément technique, motif du rassemblement.

Après avoir identifié les risques, les avoir quantifiés et doté la manifestation en ressources humaines, vecteurs de transport de patients, il convient de passer en revue les mesures préventives à considérer.

### **Mesures préventives :**

Leurs objectifs sont de prévenir qu'un incident ne dégénère en accident majeur ou en catastrophe, d'anticiper sur une situation d'exception, écourtant ainsi la période de chaos initial, et de permettre d'assurer des soins courants en déchargeant les hôpitaux.

Lors d'un accident majeur, ce serait les moyens publics du canton sur lequel surviendrait l'événement qui conduiraient les opérations de secours selon les procédures habituelles

L'identification des risques permet de déterminer les besoins en personnel de santé, en vecteurs de transport sanitaires et en médicalisation. L'anticipation sur une situation qui pourrait dégénérer permet de gagner du temps s'il y a réalisation du risque et d'éviter que la période de chaos ne soit trop longue.

### **1.7. Autres risques :**

#### **Risque tempête :**

### **LES CONSIGNES A RESPECTER :**

Les conseils comportementaux émis dans le cadre de la procédure vigilance météo sont à suivre dans le cas des vents violents et des fortes précipitations pour le niveau rouge. Le citoyen doit prendre conscience de l'existence du risque tempête sur l'ensemble du territoire métropolitain, et donc dans la région qui le concerne, et faire la démarche de s'informer sur ces mesures.

Les conseils de comportement à respecter (dans la mesure du possible)

→ Rester chez soi ;

- ↪ se mettre à l'écoute des stations de radio locales ;
- ↪ prendre contact avec les voisins et s'organiser.

### **En cas d'obligation de déplacement :**

- ↪ se limiter au strict indispensable en évitant, de préférence, les secteurs forestiers ;
- ↪ signaler son départ et sa destination aux proches, pour protéger son intégrité et son environnement proche ;
- ↪ ranger ou fixer les objets sensibles aux effets du vent ou susceptibles d'être endommagés.

35

### **En cas de tempête :**

- ↪ Ne pas intervenir sur les toitures et ne pas toucher à des fils électriques tombés au sol ;
- ↪ prévoir des moyens d'éclairage de secours et faire une réserve d'eau potable ;
- ↪ en cas d'utilisation d'un dispositif d'assistance médicale (respiratoire ou autre) alimenté par électricité, prendre ses précautions en contactant l'organisme qui en assure la gestion.

### **En cas de fortes précipitations :**

- ↪ Dans les zones inondables, prendre toutes les précautions nécessaires à la sauvegarde des biens face à la montée des eaux, même dans les zones rarement touchées par les inondations ;
- ↪ faciliter le travail des sauveteurs qui proposent une évacuation et être attentif à leurs conseils ;
- ↪ ne pas entreprendre de déplacement avec une embarcation sans avoir pris toutes les mesures de sécurité ;
- ↪ ne pas s'engager, à pied ou en voiture, sur une voie immergée.

### **Pour les cas de vent violent**

- niveau 4, avis de tempête très violente et fortes précipitations

les conséquences possibles sont :

- ↪ les transports aériens, maritimes peuvent être sérieusement affectés ;
- ↪ des inondations importantes peuvent être à craindre ;
- ↪ les conditions de circulation routière peuvent être rendues extrêmement difficiles sur l'ensemble du réseau ;
- ↪ des coupures d'électricité plus ou moins longues peuvent se produire ;
- ↪ en cas de tempête, des dégâts nombreux et importants sont à attendre sur les habitations, les parcs et plantations peuvent être fortement touchés ;
- ↪ en cas de fortes précipitations, des cumuls très importants de précipitations sur de courtes durées peuvent, localement, provoquer des crues torrentielles de ruisseaux et fossés ;
- ↪ en cas de fortes précipitations, risque de débordement des réseaux d'assainissement.



## **PARTIE II : DISPOSITIF OPERATIONNEL**

### **II.1. Le Poste de Commandement Communal (PCC)**

#### **INFOS**

Le PCC est constitué dès la décision du déclenchement du PCS. Il correspond à la cellule communale de crise :

Le PCC se compose de :

- 1 Directeur des Opérations de Secours (DOS), à savoir le Maire ou son représentant
- 1 Secrétariat (chargé notamment de la communication et de l'enregistrement des diverses demandes des sinistres),
- 1 responsable Terrain (évaluation des besoins, gestion de la sécurité sur place)
- 1 responsable Logistique (mobilisation des moyens, ravitaillement, hébergement)

#### **II.1.1 Organigramme du PCC**

<b>Dos : le Maire ou son représentant</b> M. Sainte-Rose CAKIN ou M. VARACAVOUDIN Jean-Charles Tél : 0696 45 16 82                      Tél : 0696 17 31 00		
<b>Cellule SECRETARIAT COMMUNICATION</b>	<b>Cellule TERRAIN</b>	<b>Cellule LOGISTIQUE</b>
<b>Responsable :</b> Mme LOUISY Lyvie Tél : 0696 84 44 42 Mail : <a href="mailto:l.louisymairiedumacouba26@gmail.com">l.louisymairiedumacouba26@gmail.com</a>	<b>Responsable</b> Mme WILTORD Rose-Marie Tél : 0696 16 77 66 Mail : <a href="mailto:rosemariewiltord@yahoo.fr">rosemariewiltord@yahoo.fr</a>	<b>Responsable</b> M. LAURENT Mathurin Tél : 0696 85 03 18 Mail : <a href="mailto:laurentmathurin972@gmail.com">laurentmathurin972@gmail.com</a>
<b>Personnel :</b> M. BORVAL Edmond Tél : 0696 39 12 80  Mme CENTAURE Valérie Tél : 0664 02 40 30  Mme FRAN COURT Marie-Frédérique Tél : 0696 98 46 14  Mme BORVAL Murielle Tél : 0696 32 49 41  M. CHADET Alick Tél : 0696 93 55 66	<b>Personnel</b> M. MASPINBY Emmanuel Tél : 0696 43 14 81  M. MARCHO Julien Tél : 05 96 78 61 04  M. GILLES Jean-Luc Tél : 0696 37 51 79  M. VILLENEUVE Jimmy Tél : 0696 32 70 45  Mme LEOPOLD Jocelyne Tél : 0696 53 21 66	<b>Personnel</b> M. LOUISON Jean-Pierre Tél : 0696 25 21 18  M. PALMYRE Auguste Tél : 06 96 06 75 88  M. BOLNET Philippe Tél : 0696 30 55 94  Mr GABOURG Max Tél : 0696 24 17 17  M. CANEVY Patrice Tél : 0696 91 84 12



	M. LAURENT Eddy Tél : 0696 72 27 66	
--	--	--

## • ANNUAIRE DES PERSONNES PRIORITAIRES

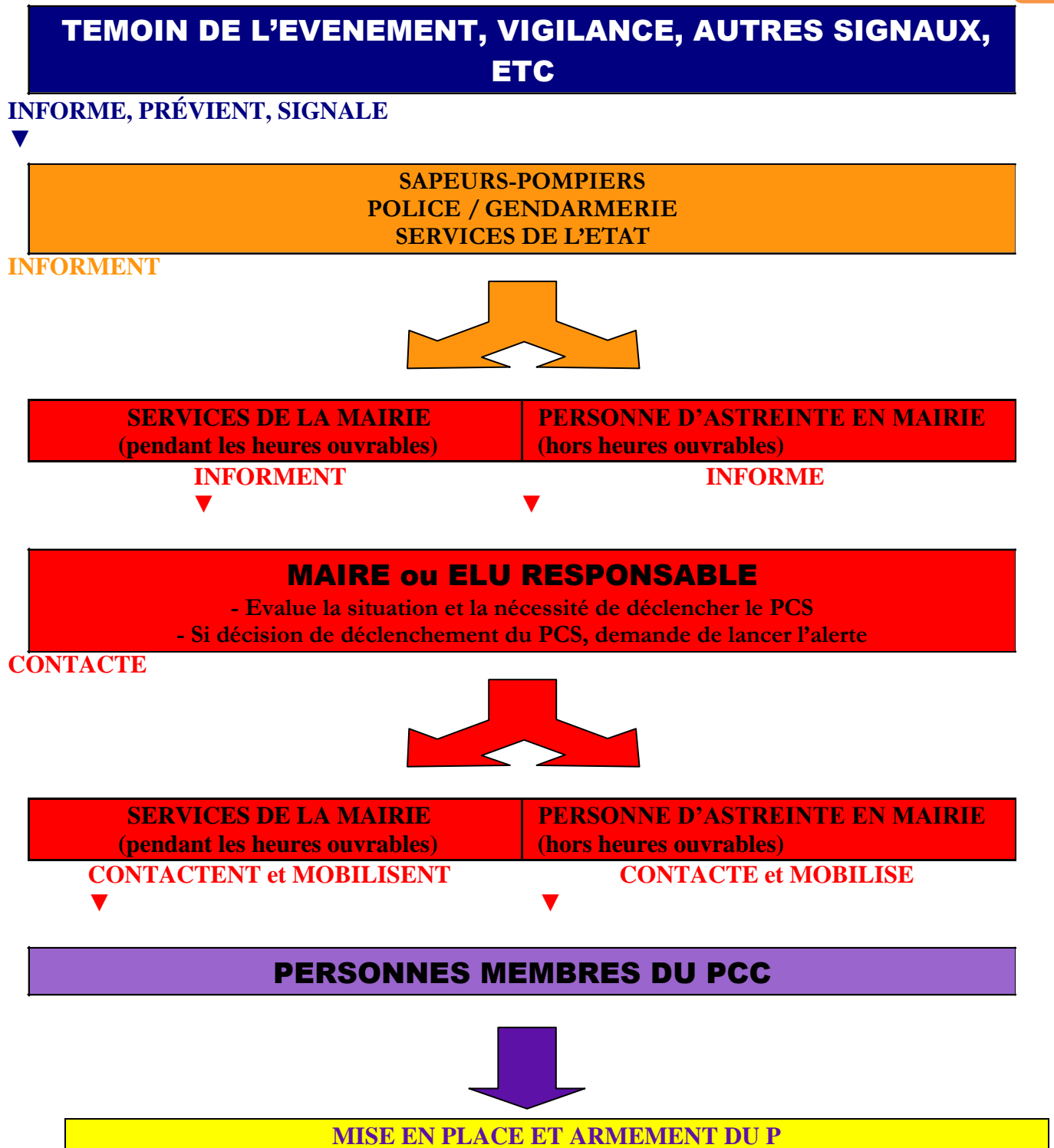
(Personne âgées vulnérables (+65ans), personnes à mobilité réduite ou dépendantes...)

37

NOM	Prénom	Adresse	Téléphone
ALMON	Olympe	Bellevue	05 96 58 32 37
BORVAL	Appolonie	50 Pas	05 96 78 53 32
BORVAL	Paul Michel	Rivière-Roches	05 96 65 26 94
BORVAL	René	Rivière-Roches	06 96 17 94 57
CARPIN	Alexandre Berthé	50 Pas	05 96 78 94 26
CARPIN	Julienne	Bourg	
CENTAURE	Denise	Lotissement Case-Paul	05 96 78 9163
CHADET	Aristide	Lotissement Case-Paul	06 96 40 76 97
CHOPIN	René	Lotissement Case-Paul	05 96 78 59 82
CHOPIN	Suzette	Bourg	
COUTAMA	Grégoire Yves	Cité OZANAM Rivière-Roche	05 96 78 61 88
COUTAMA	Lucienne	Lotissement Case-Paul	06 96 38 91 46
DO	Virginie	Rivière-Roches	05 96 78 91 20
FELICIA	Claude	50 Pas	
FRANCOURT	Denise	50 Pas	05 96 78 91 10
GABOURG	Emile	50 Pas	06 96 36 69 30
GABOURG	Marie-Thérèse	Cité Sainte-Anne Bourg	05 96 78 94 12
KELBAN	Rémy Paul	50 Pas	
LAUTONE	Germaine	Nord-Plage	06 96 03 10 57
LAUTONE	Henrilia	Nord-Plage	06 96 33 75 66
MARCHO	Rigobert	Bourg	
MARDE	Julienne	Bourg	
MININ	Bernadette	Bellevue	05 96 62 8012
NALLAMOUTOU	Victoire	Bourg	05 96 78 90 50
PAULMIN	Eloi	Rivière-Roches	06 22 24 06 49
PERDRIX	Paul-Jules	Rivière-Roches	05 96 78 57 15
PRECHEUR	Antoine	Rivière-Roches	05 96 78 94 99
REMIR	National Rémir	Résidence Pois-Doux	05 96 78 46 92
REMIR	Raymonde Irmiss	Terre-Patate	
ROCHAMBEAU	Henri	Terre-Patate	05 96 7 96 00
ROGOL né MAU	Marie-Claude	Résidence Pois-Doux	06 96 05 92 33
VOLTIGEUR	Vincent	Terre-Patate	

## II.1.2. SCHEMA D'ALERTE DES MEMBRES DU PCC

38



39

### **II.1.3. MONTAGE OPERATIONNEL DE LA SALLE DU PCC**

**Nom de la salle** : Salle de délibération de la Mairie

**Adresse exacte** : Rue Victor Hugo, 97218 MACOUBA

Acc  
ès :  
Face  
à

#### **Equipement de la salle du PC**

l'annexe de la Mairie

Type d'équipement	Présence	Détails
Lignes Téléphoniques fixes	Oui	10 lignes et leur numéro respectif
Téléphones mobiles	Oui	<b>Maire :</b> Sainte Rose Cakin 06 96 45 16 82  <b>1<sup>er</sup> Adjoint :</b> Jean Charles Varacavoudin 06 96 17 31 00  <b>2<sup>ième</sup> Adjoint :</b> Lyvie Louisy 06 96 84 44 42
Fax	Oui	05 96 7 59 42
Ordinateur	Oui	1PC portable
Accès Internet	Oui	1
Photocopieur, imprimante, scanner	Oui	1
Eclairage de secours	Oui	
Piles, batteries, groupe électrogène	Oui	1 groupe électrogène
Radio, télévision	Oui	1 radio
Fournitures de bureau	Oui	Papier, stylos
Eau, café, biscuits, collations, etc	Oui	
Documents utiles (PCS, cartographies, plans, annuaires, liste des habitants de la commune,	Oui	Carte, plan, annuaires, liste des personnes vulnérables

## **II.2. ROLE DES MEMBRES DU PCC : QUATRE FICHES ACTION**

40

### **INFOS/CONSEILS :**

Les quatre fiches action ci-dessous détaillent les missions de chaque responsable municipal membre du PCC

Commune de MACOUBA

Version du

Plan communal de Sauvegarde

### **FICHE ACTION n°1 : DOS**

#### **RESPONSABLE**

**M.** le Maire ou le 1<sup>er</sup> Adjoint

**Nom Prénom :**

CAKIN Sainte-Rose : 0696 45 16 82

VARACAVOUDIN Jean-Charles : 0696 17 31 00

Le Maire (ou son représentant) devient le Directeur des Opérations de Secours (DOS) lors du déclenchement du PCS.

Le DOS analyse la situation, détermine les actions prioritaires et ordonne l'exécution selon les éléments connus du PCC.

Le DOS est le responsable des actions communales.

### **ROLE DU DOS**

- Décide des orientations stratégiques de sauvetage et de sauvegarde de la population.
- Choisit ou valide si nécessaire les actions proposées par le Commandant des Opérations de Secours (COS)

### **MISSIONS PRINCIPALES DU DOS**

- Déclenchement du PCS
- Direction et coordination des actions des membres du PCC
- Evaluation de la situation et des besoins en fonction des remontées du terrain (transmises par le COS et le responsable Terrain) tout au long de l'évènement.
- Mobilisation des moyens publics ou privés.
- Si nécessaire, prise d'ordres de réquisition, d'interdiction et/ ou d'autorisation exceptionnelles afin d'assurer la sûreté, la salubrité et la sécurité publiques.
- Communication avec la population communale.

- Renseignement des autorités

## **FICHE ACTION N°2 : CELLULE SECRETARIAT COMMUNICATION**

41

<b>RESPONSABLE</b>
<b>Prénom NOM :</b> Lyvie LOUISY 0696 84 44 42

### **ROLE DE LA CELLULE SECRETARIAT-COMMUNICATION**

- Regroupe et fait la synthèse de toutes les informations.
- Répond aux besoins du PCC.
- Reçoit, transmet et diffuse l'information en interne (PCC) et en externe.

### **MISSIONS PRINCIPALES DE LA CELLULE SECRETARIAT-COMMUNICATION**

- Appel des membres du PCC pour intégrer le PCC.
  - Organisation de la salle du PCC.
  - Accueil téléphonique du PCC.
  - Tenue de la main courante et du calendrier des événements du PCC.
  - Rédaction et transmission des documents émanant du PCC.
  - Appui aux autres Cellules du PCC.
  - Réception et diffusion des informations en interne et en externe.
  - Gestion de la logistique du PCC (approvisionnement du matériel, papeterie, etc).
- 
- Diffusion de l'alerte à la population ou aide à sa diffusion.
  - Communication avec la population, rédaction des communiqués de presse et relation avec les médias, sous la responsabilité du Maire et en lien avec lui.

### **FICHE ACTION N°3 : CELLULE TERRAIN**

#### **RESPONSABLE**

42

**Prénom NOM :**

Rose-Marie WILTORD

0696 16 77 66

#### **ROLE DE LA CELLULE TERRAIN**

- **Evalue la situation sur le terrain et sécurise les zones à risque.**
- **Assure la coordination entre les décisions d'actions de sauvegarde prises au PCC et les missions de secours réalisées sur le terrain.**
- **Assure au mieux les missions de secours à réaliser sur le terrain en cas d'absence des services de secours.**

#### **MISSIONS PRINCIPALES DE LA CELLULE TERRAIN**

- **Sécurisation des zones à risques (mise en place de périmètre de sécurité et/ ou de panneaux indicateurs, etc).**
- **Suivi et surveillance de la situation sur le terrain.**
- **Evaluation des besoins (évacuation, moyens humains et/ ou matériels spécifiques, etc).**
- **Remonté d'information sur la situation vers le PCC.**

## **FICHE ACTION N°4 : CELLULE LOGISTIQUE**

43

### **RESPONSABLE**

**Prénom NOM :**

Mathurin LAURENT

0696 85 03 18

### **ROLE DE LA CELLULE LOGISTIQUE**

- Rassemble le matériel communal et / où se procure le matériel nécessaire à la réalisation des différentes tâches.
- Gère l'ensemble des moyens humains et matériels (publics comme privés).
- Assure le ravitaillement des personnes sinistrées et des acteurs communaux intervenant dans la crise.
- Met en œuvre des solutions d'hébergement des personnes sinistrées et/ ou évacuées.

### **MISSIONS PRINCIPALES DE LA CELLULE LOGISTIQUE**

- Gestion, le cas échéant, des modalités d'utilisation du ou des systèmes d'alerte de la population.
- Mise à disposition des autorités et des personnes intéressées (notamment les bénévoles) des moyens humains et matériels (publics comme privés).
- Gestion des modalités d'utilisation de ces moyens.
- Mise à disposition, organisation et gestion des moyens de ravitaillement (transport de marchandises, préparation et portage de repas, etc) et d'hébergement.
- Gestion du rassemblement des personnes à évacuer (information des personnes concernées afin de les préparer au départ et leur regroupement dans un ou plusieurs points de rassemblement prédéterminés).
- Gestions des transports (notamment le transport collectif des personnes évacuées).

# La SÉCURITÉ CIVILE

est l'affaire de TOUS !

Avertis par le signal national d'alerte et les médias qui diffusent des messages de sécurité, **les citoyens** sont invités à se confiner à leur domicile et à mettre en œuvre leur plan familial de mise en sûreté (PFMS).

Afin de protéger les élèves et le personnel en attendant l'arrivée des secours, **le responsable d'établissement scolaire** met en œuvre le PPMS.

PRÉFECTURE



Dans le cadre du plan ORSEC, le **préfet de département** dirige les opérations de secours avec l'ensemble des services de l'Etat concernés, parmi lesquels l'inspection académique.

CITOYENS



MAIRIE

Dans le cadre du Plan Communal de Sauvegarde (PCS), **le maire** active son poste de commandement communal et organise par exemple un lieu d'hébergement vers lequel pourraient être évacués les élèves et le personnel de l'école (ex : gymnase).

ÉCOLE → PPMS

**Les sapeurs pompiers** mettent en œuvre leurs moyens d'intervention spécialisés pour lutter contre le sinistre et secourir la population exposée au danger.



GYMNASE

**Samu et pompiers** prodiguent les premiers soins aux victimes et organisent leur évacuation vers des centres de soins.



POSTE MÉDICAL AVANCÉ

**La police et/ou la gendarmerie** mettent en place un périmètre de sécurité et des déviations routières pour faciliter le déroulement des opérations de secours.





## **II.3. L'ALERTE DES POPULATIONS**

### **INFOS**

**L'objectif de l'alerte est de prévenir les intervenants communaux et la population d'un phénomène dangereux et menaçant afin de favoriser les bons comportements de protection.**

Une fois le PCC constitué, il convient d'alerter le plus rapidement possible la population du danger qui menace la commune.

#### **Qui alerte ?**

Selon le système d'alerte choisi, plusieurs personnes peuvent être amenées à la diffuser (notamment le porte-à-porte).

<b>Aux heures et jours ouvrables</b>	LAURENT Mathurin
<b>Hors heures et jours ouvrables</b>	LOUISON Jean-Pierre

- L'alerte est déclenchée lorsque le danger est avéré et imminent.
- Le Maire prend la décision d'alerter ou non la population en fonction des éléments dont il dispose pour évaluer la situation.

#### **Qui alerter ?**

- La population entière doit être alertée lorsque la menace concerne l'ensemble du territoire communal.
- Une partie de la population seulement peut être alertée lorsque la menace ne concerne pas l'ensemble du territoire communal (zone inondable, établissements scolaires, lieux publics, campings, etc).

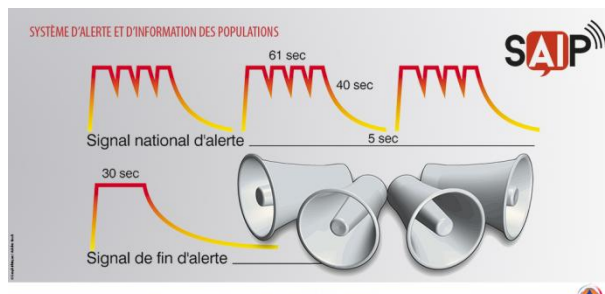
#### **Comment alerter ?**

<b>Diffusion d'un signal sonore</b>	Mégaphone à bord d'un véhicule	Véhicule communal équipé d'un mégaphone
<b>Diffusion d'un message d'alerte</b>	* Mégaphone à bord d'un véhicule * Téléphone Porte-à-porte	Véhicule communal équipé d'un mégaphone Contrôle téléphonique communale



## EXEMPLE : SYSTEME D'ALERTE NATIONAL

En cas de phénomène naturel ou technologique majeur, la population doit être avertie par un signal d'alerte, identique pour tous les risques (sauf en cas de rupture de barrage) et pour toute partie du territoire national. Le signal de début d'alerte consiste en trois cycles successifs d'un son modulé en fréquence d'une durée de 1 minute et 41 secondes chacun et séparés par un intervalle de 5 secondes. Le signal de fin d'alerte comporte une émission sonore, non modulée en fréquence, d'une durée de 30 secondes.



Des essais ont lieu le premier mercredi de chaque mois à midi et le signal d'essai dure seulement une minute. Le signal est diffusé par tous les moyens disponibles et notamment par le réseau national d'alerte et les équipements des collectivités territoriales.

Il est relayé par les sirènes des établissements industriels (lorsqu'il s'agit d'une alerte Seveso), les dispositifs d'alarme et d'avertissement dont sont dotés les établissements recevant du public et les dispositifs d'alarme et de détection dont sont dotés les immeubles de grande hauteur.

Dans le cas particulier des ruptures de barrage, le signal d'alerte est émis par des sirènes pneumatiques de type corne de brume installées par l'exploitant. Il comporte un cycle d'une durée minimum de 2 minutes, composé d'émissions sonores de 2 secondes séparées par un intervalle de 3 secondes.

Lorsque le signal d'alerte est diffusé, il est impératif que la population se mette à l'écoute de la radio sur laquelle seront communiquées les premières informations sur la catastrophe et les consignes à adopter. Dans le cas d'une évacuation décidée par les autorités, la population en sera avertie par la radio.

**Le signal national d'alerte est déclenché en cas d'accident majeur. Il faut agir vite.**

Un son montant et descendant est émis par les sirènes :

3 cycles d'1 minutes et 41 secondes séparé par un silence de 5 secondes

**La fin d'alerte :**

Son continu de 30 secondes

**Les essais mensuels :**

1 cycle d'1 minutes 41 secondes et un son continu de 30 secondes (fin d'alerte)

Tous les 1<sup>ers</sup> mercredis du mois à 12h

### Les consignes à respecter en cas d'alerte :

<p><b>1</b></p> <p><b>Mettez-vous en sécurité</b> en rejoignant un local clos Ne sortez qu'en fin d'alerte ou sur ordre d'évacuation</p>	<p><b>2</b></p> <p><b>Ecoutez la radio</b> (France Bleu, France Info ou radios locales) ou la TV. <b>Suivez les consignes.</b></p>
<p><b>3</b></p> <p><b>Ne téléphonez pas.</b> Sauf urgence vitale. Le réseau doit être disponible</p>	<p><b>4</b></p> <p><b>Laissez les enfants à l'école.</b> Les enseignants se chargent de leur sécurité.</p>



Le signal d'alerte est déclenché sur ordre du Premier ministre, du ministre chargé de la sécurité civile, du représentant de l'État dans le département (ou dans la région, si plusieurs départements sont concernés) ou du maire en tant qu'autorité de police compétente. Dans certaines situations, des messages d'alerte sont diffusés.

Ils contiennent des informations relatives à l'étendue du phénomène (tout ou partie du territoire national) et indiquent la conduite à tenir. Ils sont diffusés par les radios et les télévisions : Sociétés nationales de programme Radio-France et France Télévisions, Société nationale de radiodiffusion et de télévision pour l'outre-mer, services autorisés de télévision par voie hertzienne terrestre desservant une zone dont la population est supérieure à six millions d'habitants, société d'exploitation de la quatrième chaîne.

Lorsque tout risque est écarté pour les populations, le signal de fin d'alerte est déclenché. Ce signal consiste en une émission continue d'une durée de trente secondes d'un son à fréquence fixe. La fin de l'alerte est annoncée sous la forme de messages diffusés par les radios et les télévisions, dans les mêmes conditions que pour la diffusion des messages d'alerte. Si le signal national d'alerte n'a été suivi d'aucun message, la fin de l'alerte est signifiée à l'aide du même support que celui ayant



## ANNEXES OPERATIONNELLES

- ANNEXE n°1 : Points de rassemblement de la population**

Lieu de rassemblement	Accès
Place des Fêtes	Rue principale avant la mairie en direction de Grand-Rivière

- ANNEXE n°2 : Annuaires**

### Annuaire des membres du Poste de Commandement Communal (PCC)

#### Cellule SECRETARIAT- COMMUNICATION

Prénom NOM	Tél. Portable	Fonction dans la commune
Lyvie LOUISY	06 96 84 44 42	2 <sup>ème</sup> Adjointe au Maire
Edmond BORVAL	06 96 39 12 80	Résident
Valérie CENTAURE	06 64 02 40 30	Conseillère Municipale
Marie-Frédérique FRAN COURT	06 96 98 46 14	Service Finances/ Ressources Humaines

#### Cellule TERRAIN

Prénom NOM	Tél : Portable	Fonction dans la commune
Rose-Marie WILTORD	06 96 16 77 66	4 <sup>ème</sup> Adjointe au Maire
Emmanuel MASPINBY	06 96 43 14 81	Responsable travaux
Julien MARCHO	06 96 90 43 63	Service technique
Jean-Luc GILLES	06 96 37 51 79	Service technique
Jimmy VILLENEUVE	06 96 32 70 45	Service technique

#### Cellule LOGISTIQUE

Prénom NOM	Tél. Portable	Fonction dans la commune
Mathurin LAURENT	06 96 85 03 18	Responsable Technique
Jean-Pierre LOUISON	06 96 25 21 18	Responsable Voirie
Auguste Palmyre	06 96 06 75 88	Service technique
Philippe BOLNET	06 96 30 55 94	Service technique
Max GABOURG	06 96 24 17 17	Service technique

- **NUMEROS D'URGENCE**

Services d'urgence	Téléphone
Sapeurs-Pompiers	18 ou 112
SAMU	15 ou 112
Police/ Gendarmerie	17
SOS Médecin	05 96 63 33 33
Centre Hospitalier la Meynard	05 96 55 20 00
Centre antipoison de Fort-de-France	05 96 75 15 75
Centre Hospitalier Trinité	05 96 66 46 00

- **Annuaire des services de l'Etat, des collectivités locales et des grands opérateurs**

Services de l'Etat	Téléphone
Préfecture de Fort-de-France	05 96 39 36 00
Direction Départementale des Territoires et de la Mer	05 96 60 80 30
Délégation Territoriale de l'Agence Régionale de Santé	05 96 39 42 43
Sous-Préfecture Trinité	05 96 55 21 13
DEAL	05 96 59 57 00

Collectivités locales	Téléphone
Collectivité Territoriale de la Martinique	05 96 59 63 00
CAP Nord	05 96 53 26 00
Mairie limitrophe de Grand-Rivière	05 96 55 77 77
Mairie limitrophe de Basse-Pointe	05 96 78 50 44
Mairie limitrophe du Lorrain	05 96 53 44 22
Mairie limitrophe d'Ajoupa-Bouillon	05 96 53 32 22

Grands Opérateurs	Téléphone
EDF	05 96 59 22 00
SME	09 69 32 97 22

- **Annuaire des professionnels de santé**

Médecins généralistes et spécialistes		
Prénom NOM	Adresse	Téléphone
Docteur Gilles BERARD	49 Rue Du Docteur Morestin, Basse Pointe	05 96 78 52 04
Docteur Iris Halna Du Fretay	Les Hauts Du Morne, Basse Pointe	05 96 78 57 77

Hôpitaux et cliniques		
Prénom NOM	Adresse	Téléphone
Hôpital Intercommunal du Lorrain	Route Fond Massacre Vallon, Lorrain	05 96 53 27 27
Centre Hospitalier Louis Domergue Trinité	Rue Jean Eugène Fatier, Trinité	05 96 66 46 00

Infirmiers		
Prénom NOM	Adresse	Téléphone
Clarisse DEMONIERE ép. GILLES	Rue Joseph Zéphir	05 96 52 69 68
Marie-Aline GOLVET	2 Rue Jules Roussel	05 96 78 55 00
Jean MÄ	8 Bis Rue Stade, Basse Pointe	05 96 52 68 62

Pharmacies		
Nom	Adresse	Téléphone
Pharmacie Arcade	Rue Joseph Zéphir, Basse Pointe	05 96 78 52 96
Pharmacie Maborough	Rue du Stade, Basse Pointe	05 96 78 50 62

Ambulances		
NOM	Adresse	Téléphone
Digital Ambulance	Rue Joseph Zéphir	0596 78 99 18
Ambulance Vital	17 Rue Acomat	0596 78 51 43

Laboratoire d'analyses médicales		
NOM	Adresse	Téléphone
BIOLAB	Gouverneur Ponton, Lorrain	0596 53 80 99

### **ANNEXE n° 3 : ETABLISSEMENTS SCOLAIRES, CRECHES ET HALTES-GARDERIES**

NOM	Adresse	Capacité d'accueil	Téléphone
Groupe Scolaire de TERRE-PATATE	Quartier TERRE-PATATE	50	0596 78 52 75

### **ANNEXE n°4 : ACCUEIL ET HEBERGEMENT**

NOM	Adresse	Capacités d'accueil	Téléphone	Cuisine	Sanitaires
Centre d'Hébergement	Quartier 50 Pas	50		Non	Oui
Salle des Fêtes	Quartier 50 Pas	80		Non	Oui
Groupe Scolaire	Quartier Terre-Patate	50	05 96 78 52 75	Oui	Oui

### **ANNEXE n°5 : RESTAURATION**

NOM	Adresse	Téléphone
Restauration Scolaire	Terre-Patate	05 96 78 53 23
MOUTOUSSAMY Véronique	50 Pas, Macouba	06 96 73 75 10
Boulangerie NALLAMOUTOU Jean-Claude	Bourg, Macouba	06 96 04 34 35
Epicerie JUANA	50 Pas, Macouba	06 96 91 68 50
Boucherie CASIMIRIUS	Rivière-Roches, Macouba	05 96 78 62 55
Snack/PMU JOACHIM Christelle	50 Pas, Macouba	06 96 54 94 44

### **Annexe n°6 : TRANSPORTS COLLECTIFS**

Entreprise de transport	Adresse	Téléphone
Transport CARPIN	Terre-Patate, Macouba	05 96 78 52 06/ 06 96 26 40 41
Transport CANATOUS	Rivière-Roches, Macouba	05 96 58 26 94/ 06 96 39 17 43

### **Annexe n°7 : SERVICES ET EMPLOYES MUNICIPAUX**

Services municipaux	Chef du service	Téléphone
Service Technique	Laurent MATHURIN	06 96 85 03 18
Caisse des Ecoles	Jacques KELBAN	06 96 86 72 49
Service Administratif	Marie-Frédérique FRAN COURT	06 96 98 46 14

### **Annexe n°8 : MOYENS MATERIELS PUBLICS COMMUNAUX**

Désignation	Quantité/ Descriptif
Petit matériel (seaux, brouettes, chasubles, etc)	5 brouettes, 20 chasubles, 10 seaux, 5 pelles 1 nettoyeur haute pression
Véhicules	2
Lits picots	
Barrières	15
Pompes	1
Eclairage de secours	1
Piles, batteries, groupe électrogène	1 groupe électrogène
Autres (radio, matériel de puériculture, etc)	1 Téléphone satellite

### **Annexe n°9 : MOYENS MATERIELS PRIVES**

Entreprise de manutention et de levage		
Prénom Nom	Adresse	Téléphone
Jean-Claude DAGISTE	Eyma	05 96 48 10 44

Autres entreprises		
Prénom NOM	Adresse	Téléphone
K B ELEC (Prudent Philippe)	Chalet, Saint-Joseph	0696 30 72 03

### **Annexe n°10 : MOYENS MATERIELS DES ASSOCIATIONS SE TROUVANT SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL**

NOM	Adresse	Téléphone
ACTYON	Guérin Macouba,	05 96 73 76 57
ETINCELLE	50 pas, Macouba	06 96 83 99 98
SYNDICAT D'INITIATIVE	Bourg, Macouba,	05 96 52 69 62
LA ROSE PROVIDENTIELLE	50 pas, Macouba	0696 36 32 10
OMCSL	Bourg, Macouba	05 96 78 53 68

Moyens matériels	
Désignation	Quantité/Descriptif
Petit matériel (seaux, brouettes, chasubles, etc)	5 brouettes, 20 chasubles, 10 seaux
Véhicules personnels	10
Matériels de communication	10 Portables
Matériel d'hébergement	10 places domicile association
Matériel de ravitaillement	Domicile élus des associations
Matériel d'alimentation	Domicile élus des associations
Autres	



## **ANNEXE N°11 : RESERVE COMMUNALE DE SECURITE CIVILE**

<b>Membres de la Réserve Communale Civile</b>		
<b>NOM Prénom</b>	<b>Tél Portable</b>	<b>Profession</b>
WILTORD Rose-Marie	06 96 16 77 66	Sapeur-Pompier
TINTAR Thérèse	06 96 44 95 96	Infirmière retraitée
CHADET Alick	06 96 93 55 66	Employé de Pompes Funèbres
CHOPIN Guitteau	06 96 75 81 14	Aide-soignant
LEOLPOLD Jocelyne	06 96 53 21 66	Professionnel de santé (retraîtée)
ROVELA Denis	06 96 55 77 02	Agent de sécurité
CONSTANTY Louibert	06 96 40 67 61	Aide-soignant (retraité)
ESCAVOCAF Joseph	06 96 21 76 04	Agent de sécurité
MESLIEN Marie	05 96 78 90 01	Retraitée de PMI

<b>Moyens matériels</b>	
<b>Désignations</b>	<b>Quantité/ Descriptif</b>
Téléphone satellite	1
Téléphone Portable	9
Véhicules personnels	7

### **ANNEXE n° 12 : LA RESERVE COMMUNALE DE SECURITE CIVILE**

La loi de modernisation de la Sécurité Civile du 13 Août 2004 a créé, avec les articles L. 1424-8-1 à L. 1424-8-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, les Réserves Communales de Sécurité Civile (RCSC), un outil de mobilisation civique ayant vocation à porter soutien et assistance aux populations. Ce dispositif est décrit dans la circulaire du Ministère de l'Intérieur du 12 Août 2005 (publiée au JO du 13 Septembre 2005).

Faute de préparation et / ou de capacités matérielles, le Maire n'est pas toujours en mesure d'encadrer les volontaires qui proposent spontanément leur aide lors d'une crise. Bénévole, facultative et placée sous la seule autorité du Maire, la RCSC apporte son concours dans ce type de situations.

### **MISSIONS PRINCIPALES DE LA RESERVE COMMUNALE DE SECURITE CIVILE**

- ☐ Participation à l'élaboration, l'actualisation et la mise en œuvre du PCS.
- ☐ Information et préparation de la population.
- ☐ Participation aux actions de prévention des risques et aux exercices de simulation.
- ☐ Appui logistique.
- ☐ Prise en charge des personnes sinistrées (assistance matérielle, soutien psychologique, aide dans les démarches administratives, etc).
- ☐ Rétablissement des activités post-crise.

Elle contribuera à ces différentes actions en s'appuyant sur les solidarités locales et en les

développant. Veuillez à respecter scrupuleusement les trois injonctions suivantes :

- ☐ La RCSC agit uniquement dans le cadre de ses compétences communales ;
- ☐ Elle ne doit en aucun cas se substituer ou concurrencer les services publics de secours ni

- interférer avec leurs missions ;
- le Maire tiendra systématiquement informé le Commandant des Opérations de Secours des actions engagées par la réserve.

### **CREATION D'UNE RESERVE COMMUNALE DE SECURITE CIVILE**

Le conseil municipal prend une délibération pour créer la réserve et expliciter les missions qui lui sont attribuées. La commune établit ensuite son règlement intérieur, qui décrira précisément son rôle, son fonctionnement, ses moyens et ses limites éventuelles. Le règlement devra être validé par la Préfecture (le SIDPC) et le SDIS puis présenté en conseil municipal. Un arrêté du Maire entérinera définitivement l'organisation de la réserve.

54

Tout citoyen de la commune peut intégrer la réserve. Pour en devenir membres, les bénévoles signent un acte d'engagement (cosigné par le Maire), reconnaissant par-là même avoir pris connaissance et accepté le règlement intérieur.

La création d'une RCSC débouchera sur la prise de mesures d'accompagnement et d'encadrement des réservistes (formations, modalités d'intervention opérationnelle et de collaboration avec les services publics de secours, etc).

## ANNEXE n° 13 : PROCEDURE DE « VIGILANCE METEO »

Chaque personne susceptible d'intégrer le PCC doit rester attentive aux bulletins météorologiques.

Pour participer au mieux à la protection des personnes et des biens, Météo France met en œuvre une procédure de « vigilance météo ».

Une carte de vigilance vous informe qu'un phénomène météorologique exceptionnel, dangereux et de forte intensité, menace de toucher tout ou partie du département au cours des prochaines 24 heures.

Des pictogrammes symbolisent sur la carte les différents dangers météorologiques (vent violent – pluie/inondation – orages) imminents. En fonction des risques potentiels liés aux conditions prévues, une couleur est attribuée à chaque département afin de caractériser un niveau de vigilance nécessaire :

- ☐ vert : conditions météorologiques ne présentant aucun danger particulier,
- ☐ jaune : phénomènes occasionnellement dangereux mais habituels pour la saison ou la région,
- ☐ orange : phénomènes dangereux justifiant la mise en œuvre d'une veille,
- ☐ rouge : situation d'ampleur critique potentiellement catastrophique.

### Vigilance météorologique



Vent violent



Mer dangereuse à la côte



Fortes précipitations  
Orages

La couleur correspond au degré de danger attendu dans les prochaines 24 heures.



Cyclone

La couleur évolue en fonction de la proximité du cyclone et/ou des impacts attendus sur le territoire

**Pas de vigilance particulière.**

**SOYEZ ATTENTIFS :**  
Si vous pratiquez des activités sensibles au risque météorologique ou à proximité d'un rivage ou d'un cours d'eau; des phénomènes habituels mais occasionnellement et localement dangereux (fortes pluies, orages, fortes vagues sur le littoral) sont en effet prévus. Tenez-vous au courant de l'évolution de la situation.

**SOYEZ TRÈS VIGILANT :**  
Des phénomènes dangereux sont prévus ; tenez-vous au courant de l'évolution de la situation et suivez les conseils de sécurité émis par les pouvoirs publics.

**UNE VIGILANCE ABSOLUE S'IMPOSE :**  
Des phénomènes dangereux d'intensité exceptionnelle sont prévus ; tenez-vous régulièrement au courant de l'évolution de la situation et respectez impérativement les consignes de sécurité émis par les pouvoirs publics.

**SOYEZ ATTENTIFS :**  
Des conditions de forte tempête tropicale ou un ouragan sont plausibles sur le territoire dans 48 à 72 h.

**PRÉPAREZ-VOUS :**  
Des conditions de forte tempête ou d'ouragan sont probables sur le territoire dans les 48h.

**PROTÉGEZ-VOUS :**  
Des conditions de forte tempête ou d'ouragan sont très probables sur le territoire dans 6 à 18 h.

**CONFINEZ-VOUS :**  
Des impacts majeurs associés à l'ouragan sont attendus dans 3 à 6 h.

**RESTEZ PRUDENT :**  
L'ouragan s'éloigne mais tout danger n'est pas écarté.

Météo France émet conjointement un bulletin régional de suivi du phénomène afin de caractériser sa nature (intensité, évolution, trajectoire), de décrire ses conséquences envisagées et de fournir au grand public des consignes de comportement adapté aux circonstances.

En cas de basculement en vigilance orange, les personnes désignées doivent se tenir prêtes à constituer le PCC, mobiliser l'ensemble des acteurs de gestion de crise et regrouper les moyens matériels adéquats. La vigilance orange justifie à elle-seule de se préparer à agir ; le cours des événements et l'évolution de la situation détermineront par la suite l'utilité d'une montée en puissance des procédures.

**Gardez à l'esprit les trois remarques suivantes :**

- ☐ **Les niveaux de vigilance ne présentent pas de lien d'évolution entre eux (il est ainsi parfaitement envisageable de passer en niveau rouge sans que le niveau orange ait été activé auparavant) ;**
- ☐ **Lorsque plusieurs phénomènes affectent un même département, la carte indique le pictogramme du phénomène le plus dangereux et la couleur du niveau de vigilance y relatif ;**
- ☐ **Lorsque deux phénomènes imposant un niveau de vigilance identique affectent un même département, la carte indique le pictogramme du phénomène le plus dangereux.**

La carte de vigilance est élaborée deux fois par jour, pour une diffusion à 6h et à 16h. Toutefois, des actualisations intermédiaires sont effectuées chaque fois que la situation le requiert.

La carte de vigilance est consultable librement et en permanence sur le site internet de Météo France, <http://france.meteofrance.com>

## **ANNEXE n° 14 : PREPARATION D'UN EXERCICE COMMUNAL**

La réalisation d'exercices de simulation représente le meilleur moyen de tester les éléments mis en place et les procédures prévues pour chaque type de sinistres.

### **OBJECTIFS GENERAUX D'UN EXERCICE**

Un exercice de crise nécessite avant toute chose une très forte implication des autorités concernées et de la direction des différents services impliqués. Il est réalisé dans une démarche de recherche d'efficacité et ne doit jamais céder à la complaisance.

Globalement, un exercice de crise doit permettre d'atteindre tout ou partie des objectifs suivants :

- ☐ Mettre en œuvre et tester les différents éléments étudiés dans un PCS,
- ☐ Exercer les responsables à la gestion de crise,
- ☐ Vérifier la disponibilité et la bonne utilisation des moyens,
- ☐ Évaluer la communication de crise (aptitude des intervenants, transmission et échange d'informations, réceptivité de la population, etc

## **PLANIFICATION ET DEROULEMENT D'UN EXERCICE**

Un exercice de crise se compose de trois phases successives : préparation, réalisation et évaluation.

### ***\* 1.Phase de préparation***

Cette phase débute avec la prise de décision d'engager une simulation. Il convient alors de constituer une équipe de projet qui aura pour mission de mener l'exercice à son terme et de respecter les principaux objectifs assignés.

Il est essentiel de :

- ☐ Définir clairement les objectifs poursuivis,
- ☐ Choisir et expliciter le scénario de l'exercice,
- ☐ Composer une équipe de projet impliquant les différents responsables et intervenants,
- ☐ Définir précisément les points et les critères d'évaluation de l'exercice.

### ***\* 2.Phase de réalisation***

Cette étape est de loin la plus stratégique car elle va déterminer le niveau de réussite du projet. Tout doit être prêt le jour J pour garantir l'efficacité maximale de la simulation et l'élimination de tout élément qui pourrait fausser le déroulement du scénario ou l'analyse post-exercice.

### ***\* 3.Phase d'évaluation***

Cette étape clôt le cycle d'exercice. Elle s'articule autour de deux éléments : l'analyse évalue les résultats de l'exercice et le niveau d'atteinte des objectifs poursuivis ; le Retour d'EXpérience (REX) tire les conclusions de l'exercice et détermine les actions à entreprendre pour améliorer les processus opérationnels.

Selon la portée de l'exercice réalisé, l'analyse mesurera prioritairement :

- ☐ L'organisation du dispositif de crise,
- ☐ Le niveau de mobilisation,
- ☐ La conduite des différents acteurs impliqués,
- ☐ La maîtrise de la communication,
- ☐ La résultante réelle face au sinistre considéré.

Le Retour d'Expérience explicitera précisément les orientations qui devront être suivies pour améliorer le dispositif préétabli. Citons pour exemples :

- ☐ La modification du plan de crise et / ou du plan d'intervention,
- ☐ L'achat de matériels complémentaires,
- ☐ Les perspectives et priorités d'apprentissage des acteurs.



# **Règlement intérieur** **de la réserve communale de sécurité civile de Macouba**

*(En attente du contrôle de légalité)*

## **PREAMBULE**

En situation de catastrophe ou de crise, la conduite et l'organisation des secours sont de la responsabilité des services publics qui en ont la mission, et notamment des services d'incendie et de secours.

Même si la direction des opérations de secours est assurée par le préfet, l'expérience prouve que le maire reste responsable dans sa commune de l'évaluation de la situation et du soutien à apporter aux populations sinistrées. Il est assisté par les membres du conseil municipal, et il mobilise le personnel communal dans le cadre de la mise en œuvre du PCS (Plan Communal de Sauvegarde).

Il n'est pourtant pas toujours en mesure, faute de préparation et notamment de possibilités d'encadrement, d'engager les bonnes volontés qui se présentent spontanément pour contribuer à la réponse.

C'est l'objectif de la Réserve Communale de Sécurité Civile.

## **ARTICLE 1er - OBJET DE LA RÉSERVE**

La Réserve Communale de Sécurité Civile de la Commune de Macouba, a pour objet d'appuyer les services concourant à la Sécurité Civile en cas d'événements excédant leurs moyens habituels ou dans des situations particulières.

A cet effet, elle participe au soutien et à l'assistance de la population, à l'appui logistique et au rétablissement des activités en cas de sinistres. Elle contribue également à l'information et à la préparation de la population face aux risques encourus par la commune, en vue de promouvoir la culture locale et citoyenne sur les risques majeurs.

## **ARTICLE 2 - AUTORITÉ ET CHARGE FINANCIERE DE LA RESERVE**

La Réserve est placée sous l'autorité du Maire de la Commune de Macouba. La gestion de la réserve communale de sécurité civile est confiée à un Adjoint Municipal délégué.

Elle est mise en œuvre par décision motivée du Maire en période de crise.

Les réservistes sont placés sous l'autorité du Maire et de l'Adjoint Municipal délégué en priorité ; en leur absence, ils peuvent être placés sous l'autorité d'autres élus.

La charge financière en incombe à la Commune de Macouba, qui pourra néanmoins solliciter des aides au fonctionnement et à l'équipement de la Réserve auprès d'autres Collectivités Territoriales ou de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale, éventuellement compétent.

## **ARTICLE 3 - MISSIONS SPECIFIQUES DE LA RESERVE**

La Réserve est chargée d'apporter son concours au Maire conformément aux dispositions de l'article 1er.

Les missions spécifiques seront adaptées selon les événements.

La Commune pourra mettre en place différentes cellules au sein de la réserve, et chaque bénévole sera affecté à une cellule selon ses compétences.

Les missions peuvent être variées et consister, par exemple, à :

- ↗ Aider à la diffusion d'informations auprès des personnes vulnérables (porte-à-porte),
- ↗ Accompagner des victimes à un point de rassemblement
- ↗ Gérer l'accueil des victimes à un point de rassemblement,
- ↗ Soutenir moralement les victimes,
- ↗ Aider à la distribution d'eau potable,
- ↗ Aider à la mise en sécurité des axes de circulation,
- ↗ Aider au nettoyage des voiries ou bâtiments communaux, etc,...

Son champ d'action sera limité, sauf crise exceptionnelle d'une intensité manifeste et justifiée par les solidarités locales, au seul champ des compétences communales. Dans ce cas, le renfort auprès d'autres collectivités ne sera apporté que dans le respect de son objet et de ses missions

- ↗ Qu'une demande en ce sens soit expressément formulée par un autre Directeur des Opérations de Secours,
- ↗ Qu'une décision d'engagement soit prise par le Maire de la Commune de Macouba,
- ↗ Qu'un accord préalable soit conclu entre les deux collectivités pour la répartition des charges financières éventuelles.

## **ARTICLE 4 - ENGAGEMENT DES RESERVISTES**

### **Article 4.1. : Recrutement**

La Réserve est composée, sur la base du bénévolat, des personnes majeures ayant les capacités et compétences correspondant aux missions qui leur sont dévolues en son sein.

Le Maire apprécie librement si les personnes possèdent les qualités pour intégrer la réserve.

L'engagement à servir dans la réserve est souscrit pour une durée d'un à cinq ans renouvelables.

Cet engagement donne lieu à un contrat écrit conclu entre l'autorité de gestion et le réserviste.

Un exemplaire du présent règlement sera notifié à chaque signataire.

### **Article 4.2. : Modalités de l'engagement**

La durée des activités à accomplir au titre de la réserve de sécurité civile ne peut excéder quinze jours ouvrables par année civile.

Si nécessaire, une convention, conclue entre l'employeur du réserviste et l'autorité de gestion de la réserve, pourra préciser les modalités, les durées et les périodes de mobilisation les mieux à même de concilier les impératifs de la Réserve avec la bonne marche de l'entreprise ou du service.

### **Article 4.3. : Interruption de l'engagement**

Le contrat d'engagement pourra être interrompu à tout moment soit par démission du bénévole soit par décision du Maire.

## **ARTICLE 5 - DROITS ET OBLIGATIONS DES RESERVISTES**

### **Article 5.1. : Formation**

La formation des bénévoles pour les besoins de la réserve est obligatoire et pris en charge par la Commune.

Des exercices seront organisés en cours d'année auxquels les bénévoles devront participer.

### **Article 5.2. : Intervention**

Les personnes qui ont souscrit un engagement à servir dans la Réserve sont tenues de répondre aux ordres d'appel individuels et de rejoindre leur affectation pour servir au lieu et dans les conditions qui leur sont assignés.

Sont dégagés de cette obligation les réservistes qui seraient par ailleurs mobilisés au titre de la réserve militaire, ou empêché par cas de force majeure.



### **Article 5.3. : Tenue vestimentaire**

La réserve communale n'a pas obligation de port de tenue obligatoire, mais pour une facilité d'identification, les bénévoles sont dotés d'un signe distinctif (brassard, chasuble ou autres).  
Le port de ces signes distinctifs est obligatoire pendant la durée des missions.

### **Article 5.4 : Coordonnées**

Les bénévoles acceptent que leurs coordonnées soient intégrées dans l'annuaire opérationnel de crise du Plan Communal de Sauvegarde et exploitées à cette seule fin, conformément aux normes, prescriptions et recommandations définies par la Commission Nationale Informatique et Libertés (droit d'accès et de rectifications).  
Les bénévoles s'engagent à informer la Ville de Macouba, si leurs coordonnées sont modifiées.

## **ARTICLE 6 - INDEMNISATION DES RESERVISTES**

Les membres de la réserve sont des bénévoles et à ce titre, ils ne peuvent pas prétendre à aucune rémunération.

Les réservistes qui ne bénéficient pas, en qualité de fonctionnaire, d'une mise en congé avec traitement au titre de la Réserve, peuvent percevoir une indemnité compensatrice.

La charge qui en résulte est répartie suivant les modalités fixées par l'article 27 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de Modernisation de la Sécurité Civile. Ces dispositions restent soumises à la décision motivée du Maire en tant qu'autorité de Police et doivent rester exceptionnelles, limitées aux seules situations de crise nécessitant, alors, une mobilisation impérieuse de la Réserve.

En dehors de ces situations, la participation aux activités sera régie par le principe du bénévolat, notamment dans la mission de l'information préventive et de préparation de la population face aux risques encourus par la commune, ainsi que pour la participation aux journées de formation et d'exercices.

## **ARTICLE 7 - PRESTATIONS SOCIALES**

Pendant sa période d'activité dans la Réserve de sécurité civile, l'intéressé bénéficie, pour lui et pour ses ayants droit, des prestations des assurances maladie, maternité, invalidité et décès, dans les conditions définies à l'article L. 161-8 du code de la sécurité sociale, du régime de sécurité sociale dont il relève en dehors de son service dans la Réserve.

## **ARTICLE 8 - RÉPARATION DES DOMMAGES**

La Commune souscrit une assurance couvrant les dommages subis par les réservistes, dans le cadre de leurs missions.

## **ARTICLE 9 – RÈGLEMENT JURIDICTIONNEL DES LITIGES**

La juridiction administrative est compétente dans le règlement des litiges entre la collectivité et le réserviste dans ses missions de collaborateur occasionnel du service public.

## **ARTICLE 10 – ENTRÉE EN VIGUEUR – MODIFICATIONS**

Le présent règlement, annexé à l'arrêté municipal emportant son approbation, entrera en vigueur dès sa réception en Préfecture au titre du contrôle de légalité. Des modifications pourront être décidées par la collectivité et adoptées selon les mêmes formes et procédures, et portées, à l'issue à la connaissance des réservistes.